

REPUBLIQUE DU CONGO

PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL DANS LES DEPARTEMENTS DE LA LIKOUALA, DU POOL ET DE LA SANGHA (PRODER 3)

DON NO. FIDA 8019-CG

Mission de supervision: 27 FEVRIER AU 09 MARS 2012

(Report ID: 2591-CG)

A. Introduction¹

1. Une mission conjointe du Bureau Pays du Fonds International de Développement Agricole (FIDA), du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, du Ministère des Finances, Budget et du Portefeuille Public, s'est déroulée du 27 février au 09 mars 2012, pour la supervision du «Projet de Développement Rural dans les Départements du Pool, de la Sangha, et de la Likouala (PRODER 3)». Le projet fait d'une part suite à un Accord de Don signé le 08 octobre 2008 par le Gouvernement de la République du Congo et le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) pour un montant de 8.57 millions USD, et d'autre part à un Accord de Prêt signé avec le Fonds de l'OPEP (OFID) pour un montant de 7 millions USD. La contribution de l'état congolais est estimée à 2. 07 millions USD. Le projet est entré en vigueur le 02 février 2009 pour une durée de 6 ans.
2. L'objectif de la mission était de mesurer la performance globale du projet, à travers : (i) le suivi des recommandations de la mission de supervision du Programme Pays de mars 2011 et de la mission d'appui d'octobre 2011 ; (ii) l'examen des activités du projet et l'appréciation des progrès dans la mise en œuvre, (iii) l'appréciation de l'efficacité du partenariat notamment avec les services décentralisés, les opérateurs, les ONG, les organisations paysannes ainsi que les autorités locales et nationales, (iii) l'examen du système de suivi-évaluation du projet et de son efficacité pour mesurer les résultats en s'assurant que les indicateurs RIMS sont collectés et analysés, (iv) l'appréciation de la gestion administrative, financière et comptable des projets et l'état de mise en œuvre des recommandations de l'audit, (v) l'analyse des forces et des défis de mise en œuvre et l'identification des stratégies pour optimiser les résultats.
3. La mission a rencontré à son démarrage, le Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage et son cabinet. Sur le terrain, elle a rencontré les autorités locales (Préfets, Présidents du Conseil Départemental), les services techniques (Agriculture, Travaux Publics, Construction, Elevage, Affaires Sociales), les sous bureaux des Agences des Nations Unies et leurs ONGs partenaires (HCR, PAM, PNUD, AREC, WCS), et enfin les Groupements d'Intérêt Economique et Communautaire (GIEC).
4. Le Fida remercie les autorités Congolaise, l'équipe du PRODER 3, les sous Bureaux des Agences des Nations Unies, les populations bénéficiaires, pour leur collaboration, leur disponibilité et pour l'accueil chaleureux qui a été réservé à la mission conjointe de supervision. Elle remercie particulièrement les membres du Bureau de Liaison qui quoique directement et durement frappés par les malheureux événements, ont continué à appuyer la mission afin de permettre son bon déroulement. A la suite de la Présidence du FIDA, la mission présente ses condoléances les plus attristées au peuple congolais.

^{1/} La mission comprenait du côté du FIDA M. B. Hien Chargé du Portefeuille Pays, M. Gaetan Nsombidi Assistant de Programme, Mme P. Camus Agronome, M. Herve Zoungwana, spécialiste institutions, et suivi évaluation, M. J. Boka Etien, Spécialiste infrastructures rurales, M. Alou Albdoukarim, Expert Financier. La partie gouvernementale a été représentée par M. E. A. Ngambeké du MEFB, M. J. Moukouba du MAE, et les membres de l'unité de coordination du Proder 3.

B. Évaluation d'ensemble de l'exécution du projet

5. La dernière mission de supervision tenue en mars 2011 avait relevé que les résultats étaient encore réduits en raison du non démarrage de la construction des infrastructures et de la faible structuration des organisations promues par le projet. Depuis le premier décaissement intervenu en novembre 2009, le projet avait réussi à mettre en place les moyens humains pour fonctionner. Les moyens logistiques (véhicules et équipement) peinaient à être acquis en raison d'insuffisances dans la passation des marchés. Grâce aux synergies avec les autres projets, le PRODER-3 avait néanmoins réussi à produire quelques résultats: (i) création de 73 GIEC sur 250 prévus (ii) mise en place de 30 ha de parcs à bois avec des variétés saines et améliorées de manioc.
6. La mission d'appui et de supervision des aspects fiduciaires de novembre 2011, avait quant à elle, estimée une faible performance consécutive aux faiblesses en matière de coordination interne, aux insuffisances du dispositif organisationnel du Système Administratif et Financier, à la faible efficience de la gestion des opérations comptables et financières et enfin au non-respect des procédures de contrôle interne.
7. La présente mission de supervision note une amélioration de la gestion des opérations financières et voudrait à cet effet encourager le projet et notamment le service administratif et financier à continuer dans cette dynamique. Elle constate par contre que les défis en matière de planification, d'organisation globale du travail, de gestion des contrats et conventions et d'insuffisance de coordination et d'harmonisation entre les composantes demeurent. Quelques résultats existent en matière d'appui à la relance de la production du manioc, de renforcement des capacités des acteurs. Cependant, l'accès aux bassins de production qui constitue un pilier non moins essentiel de l'intervention du Projet, n'est pas encore opérationnel. Le montant global des décaissements du Projet (FIDA et Etat) se chiffre à environ 4.547.235 USD, soit un taux de décaissement global de 24% sur les ressources globales décaissables du Projet estimées à 18.670.000 USD. Sur les décaissements effectifs au 31/12/2011, les ressources décaissées par le FIDA représentent 65% et celles décaissées par l'Etat représente 54%. Le 1^{er} décaissement du Fonds de l'OPEP n'a à date pas été mobilisé par le projet par manque de proactivité et aussi du fait de lourdeurs administratives au niveau du ministère des finances. L'analyse globale des composantes techniques se décline comme suit :
8. **Appui à la relance de la production.** Le projet a suscité un engouement réel avec l'introduction des cinq (05) variétés de manioc indemne de mosaïque. La multiplication des boutures de manioc et d'igname se déroule bien avec les GIEC et les objectifs annuels sont atteints. Les techniques de multiplication sont maîtrisées par ces derniers. La variété 0029 de manioc et la variété bété bété pour l'igname sont appréciées par les bénéficiaires pour leurs développements végétatifs et leurs précocités. Cependant, les GIEC éprouvent d'énormes difficultés en matière d'organisation, de reconnaissance juridique et de maîtrise des comptes d'exploitations. Les activités de diversification (banane, arachide, maïs) n'ont pas encore démarré. La relance de l'élevage des petits ruminants n'a pas encore démarré. Pour ce qui est de l'élevage pilote de volaille, les activités se limitent à l'identification des éleveurs bénéficiaires et à la réalisation de la commande des coqs améliorateurs.
9. **Renforcement des capacités.** Les activités de formation des paysans peinent à démarrer et aucun mécanisme pour la remontée des besoins n'a été mis en place. Les activités de cette composante se sont limitées au volet renforcement de capacité des directions départementales de l'Agriculture et de l'Elevage en matière

de formation des agents et la réhabilitation des directions départementales de l'agriculture et de l'élevage qui est exécutée à 33%.

10. **Accès aux bassins de production.** La mise en œuvre enregistre un retard notable dû à la conjugaison de plusieurs facteurs dont la non capitalisation des leçons apprises de l'exécution des PRODER 1 et 2, le manque d'esprit d'anticipation de l'UCP et le flottement observé au niveau du poste de l'assistant par la démission du premier cadre quatre mois après sa prise de service en février 2009. Les réalisations notables sont le choix des axes à aménager de concert avec les bénéficiaires et la sélection de l'ingénieur conseil pour les études techniques des pistes et ouvrages d'art.
11. **Coordination, Communication, gestion des savoir et suivi évaluation.** La coordination générale du projet est à améliorer quant à la planification d'ensemble des activités du projet. Le projet manque de système de suivi évaluation pour la capitalisation des effets et impacts. Le suivi des activités réalisées par les partenaires techniques et notamment les DDA est à améliorer par la définition de contrats de performance axés sur les résultats. Si des efforts ont été réalisés au niveau du service administratif et financier quant à la qualité des états financiers produit et la tenue de rencontre périodique, les insuffisances dans la coordination due à un déficit de management impactent sur le pilotage et la gestion opérationnelle du projet. Les activités de communication et de gestion de savoir se sont limitées à la communication au détriment des activités d'apprentissage et d'innovation.
12. La mission estime que 2 risques majeurs pourraient porter préjudice au stade actuel, à l'atteinte des résultats escomptés. Il s'agit de la difficulté d'accès à la terre constamment soulevée dans les localités de la Sangha et de la Likouala. Les autorités locales indiquent cependant n'avoir pas été saisi du problème, d'où la nécessité d'un plaidoyer conséquent en faveur des GIEC pour l'obtention de terres à des fins communautaires. Il s'agit ensuite des démissions en cascades au sein de l'unité de coordination du projet (6 démissions en 12 mois !) qui ne permettent pas d'optimiser tout le travail d'appui et de renforcement des capacités fourni au projet afin d'améliorer sa performance.

C. Produits et réalisations

Composante 1 - Appui à la Relance de la Production Agricole.

13. **Création des GIEC.** 170 GIEC sont effectivement créés sur les 250 prévus dans le rapport de formulation. (102 dans le Pool, 35 dans la Sangha et 33 dans la Likouala). Chacun des 170 GIEC a contractualisé avec le PRODER 3. Les objectifs du PTBA 2011 sont atteints avec la création de 105 GIEC pour 101 attendus. La visite de 15 GIEC par la mission a permis de constater que certains GIEC, notamment dans la Sangha, sont en cours de structuration et manque de récépissé de reconnaissance. Le PRODER a fourni aux groupements des boutures saines de manioc et une formation technique sur le terrain. Le matériel aratoire n'a pas encore été distribué dans la Likouala. La mission de supervision de mars 2011 avait déjà évoqué le risque lié au non-respect des engagements pris envers les bénéficiaires.
14. **Mise en place des parcs à bois de manioc.** L'installation des pépinières de manioc est effective suite à la création des GIEC. 150 parcs à bois sont mis en place. Les objectifs de 2011 sont atteints avec 93 installations de parcs à bois pour 90 attendues. La mission note que la mise en place des parcs dans la Likouala a d'un déficit de planification pour l'acheminement des boutures. Il en a résulté la perte de 2 des 5 variétés concernées, et aussi la perte de 50% du matériel végétal transporté. En conséquence, des parcs apprêtés pour recevoir du manioc ont dû

être emblavés avec de l'igname. Il a été par ailleurs noté qu'il n'existe pas de stratégie de gestion et de diffusion auprès des ménages, des boutures produites par les GIEC après l'installation des 1^{er} parcs à bois. La mission relève enfin que pendant qu'un effort national est entrepris pour l'introduction des boutures saines identifiées et plantées selon sur une approche testée, un programme de la FAO, notamment le projet Congo SAN distribue à ses groupements, des boutures en vrac avec des clones non identifiés. Cette différente approche, si démultipliée, ne manquera pas d'affaiblir la dynamique nationale de relance de la production de manioc y compris le dispositif de suivi phytosanitaire du capital végétal.

15. **Multiplication des semences améliorées.** Une évaluation portant sur les cultivars de manioc a été menée dans 11 localités représentant une diversité d'écotypes locaux. Ces derniers seront utilisés en 2012 pour le choix des vitroplants à produire. Une convention avait dans ce cadre été signée entre le projet et le CERAG pour : la formation des cadres DDA aux techniques de multiplication *in vitro* du manioc, l'équipement du laboratoire du CERAG, la production de 15 000 vitroplants. La mission note que la multiplication des vitro plants n'a pas été réalisée. L'assainissement des cultivars locaux se doit d'être priorisée pour accompagner la distribution des cultivars étrangers introduits, ceci d'autant plus que le CERAG se dit apte à honorer ce terme contractuel.
16. Le partenariat avec le CRAL pour la production de 2 hectares de semence de maïs, 2 ha d'arachide, et 2 ha de haricot n'a pas encore été établi. Un tel retard est préjudiciable au développement de la diversification qui est fortement demandée par les GIEC.
17. Concernant le développement de la culture d'ignames, des parcelles d'essaies ont été mise en place dans 3 GIEC, à raison de 1 par département. Une formation a été dispensée aux membres des GIEC et cadres des DDA sur l'itinéraire technique de l'igname mais également sur la technique de multiplication par mini-set. La mission a pu apprécier l'engouement autour de cette nouvelle spéculation introduite. Elle regrette cependant le fait que les ignames aient été plantées dans la Likouala et la Sangha en saison sèche, du fait d'une insuffisance de planification au niveau du projet. Il en a résulté un très faible taux de levé de la variété locale qui a été estimé dans la Likouala à 10% par la mission.
18. La multiplication de la banane plantain n'a pas démarré, le retard étant expliqué par le manque de candidature adéquate. La mission a rencontré une ONG locale, AREC dans la Likouala qui travaille sur la banane. Il serait opportun de s'associer avec elle et de mutualiser les compétences et financements dans le développement de cette culture dans la Likouala.
19. **Elevage des petits ruminants.** Le PTBA 2011 prévoyait l'élaboration d'un plan d'opération pour la relance de l'élevage ovin/caprin. L'activité accuse un retard important. Un consultant FAO a élaboré une première ébauche de plan opérationnel. Entre temps, priorité a été donnée à la vaccination nationale contre la peste des petits ruminants, conduite par le ministère. L'élaboration du plan d'opération qui se doit de commencer sans délais, devra également examiner la disponibilité d'aliment de bétail dans les zones concernées. L'élevage pendant la formulation du projet avait ciblé uniquement le département du Pool pour reconstituer le cheptel détruit par la guerre. Les départements de la Sangha et de la Likouala, zone de pêche par excellence, n'avaient pas été retenus, l'élevage n'y étant pas suffisamment développé. La mission confirme un changement notoire du contexte et un besoin réel exprimé par les GIEC, pour développer cette activité. Le plan opérationnel analyserait dès lors la faisabilité de prise en compte de ces 2 départements.

20. **Aviculture villageoise.** Concernant le développement de l'aviculture, 45 bénéficiaires ont déjà été sélectionnés pour recevoir les premiers géniteurs. En 2011, le PRODER 3 a investi dans du matériel (lampes, grillages et moulinettes) qui est pour le moment stocké. 90 bénéficiaires supplémentaires sont ciblés en 2012. La mission relève l'inexistence d'un plan d'opération pour le déroulement de cette activité.
21. **Réintégration économique et sociale des jeunes et des femmes à risque dans le département du Pool.** Le PNUD a lancé depuis 2005 sur financement japonais et suédois, un projet d'action communautaire pour la réinsertion des jeunes et femmes affectés par les conflits armés (PRESJAR). Considérant d'une part l'un des objectifs du PRODER 3 qui est de consolider le processus de paix à travers une assistance aux jeunes et femmes à risque pour des activités agro pastorales et halieutiques, et d'autre part l'avantage comparatif du PRESJAR qui accompagnait déjà ledit groupe vulnérable, une convention de partenariat a été signée en mars 2011 entre le PRODER 3 et le PNUD pour la relance des activités communautaires au profit de 1000 bénéficiaires. Au titre de ladite convention, la mission a visité respectivement à Kinkala, un centre d'élevage piscicole, un centre d'élevage porcin, et un périmètre maraîcher. Ce sont 144 bénéficiaires qui sont concernés (35 en pisciculture, 42 en maraîchage, 36 en porcin et 31 prochainement en aviculture). Le programme semble particulièrement pertinent et les bénéfices se retrouvent également en terme de production puisque la mise sur le marché de poissons, fruits, légumes et porcs est déjà effective. La totalité des productions est absorbée par le marché local. Les jeunes bénéficiaires ont également accès à des formations. L'exploitation porcine (et peut être bientôt aquacole) permet également de fournir des géniteurs dès à présent à des éleveurs intéressés.
22. La mission estime que l'installation des étangs de pisciculture est un succès. Pour améliorer l'alimentation des poissons, un élevage de volaille sur pilotis vient d'être monté sur chaque étang. L'accompagnement technique et l'engagement des services techniques départementaux en charge de la pêche a été apprécié. Le Ministre de la Pêche qui aurait eu écho de l'activité, se serait même déplacé sur le site pour encourager les bénéficiaires et leur offrir du matériel que la mission a pu constater.
23. La ceinture maraîchère mise à disposition par la DDA sur une surface de 2 ha touche 42 femmes vulnérables. Elles bénéficient d'un encadrement technique qui cependant ne semble pas suffisant. Il a été constaté que le calendrier cultural est seulement à l'échelle individuelle. L'équipe d'encadrement devra mettre en place un calendrier cultural à l'échelle du groupement tout en veillant à la rotation des cultures et au maintien de la diversité. Aussi, l'esprit coopératif qui est pour l'instant inexistant sur le site, devra être développé par des formations et permettre ainsi aux femmes de négocier en groupe pour optimiser les ventes. Ce site devrait accueillir la visite de la Première Dame du Congo, à l'occasion de la journée mondiale de la femme ce 08 mars.
24. La porcherie était montée en association avec le maraîchage. Pour des raisons d'intérêt public, le groupement a été prié de se délocaliser. La nouvelle porcherie comprend une centaine d'animaux, et l'activité n'est pas encore rentable. Au niveau du conseil technique, un agent du PNUD qui semble compétent vient d'être recruté pour l'ensemble des projets, ce qui impactera positivement le déroulement et le suivi des activités. La mission relève qu'il n'existe pas pour l'instant une stratégie de sortie clairement définie. Cette dimension est à considérer dès à présent pour ne pas compromettre la pérennité des investissements (prise en charge dégressive).

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Convenir avec les DDA et CSA, d'un calendrier mensuel avec des indicateurs précis, pour un suivi effectif des GIEC	Facilitateurs / DDA / CSA	Immédiatement
Distribuer le matériel aratoire dans la Likouala et anticiper les commandes pour les 25 GIEC qui seront formés en 2012.	Facilitateur	Avril 2012
Assurer les formations en organisation paysanne dans la Sangha et la Likouala	UCP	Immédiatement
Elaborer stratégie pour la gestion des boutures et la diffusion dans les champs individuels.	CSA	Immédiatement
Elaborer un plan opérationnel pour la production de vitroplants et leur diffusion	UCP/facilitateurs	Immédiatement
Signer sans délais la convention avec le CRAL et élaborer un plan opérationnel pour la production et la diffusion de semences	UCP/facilitateurs	Immédiatement
Apprêter un nouvel échantillon de variété locale d'igname à partir de Gamboma, et remblaver les parcelles dans la Likouala et la sangha en début de saison	UCP / DDA	Juillet
Discuter avec ARREC et envisager un partenariat sur la production de banane dans la Likouala	Facilitateur et DDA Likouala	1 ^{er} semestre 2012
Elaborer un plan d'opération élevage y compris la faisabilité de l'élevage dans la sangha et la Likouala.	UCP/ consultant FAO	Immédiatement
Clarifier le statut de l'exploitation piscicole, et accompagner la coopérative dans la négociation des termes de cession avec le ministère de la pêche	UCP	Immédiatement
Disponibiliser une stratégie claire de retrait du PRESJAR et d'autonomisation des groupements piscicoles, maraichers et d'élevage	PNUD	Immédiatement

Composante 2 – Renforcement des capacités

25. **Formation des GIEC.** Les formations à l'endroit des GIEC ont surtout été *in situ* et ont concerné les techniques de plantation du manioc assaini. Les formations en organisation paysanne n'ont pas été assurées dans la Likouala et la Sangha, compromettant ainsi leur autonomie, sur les aspects de commercialisation d'accès au foncier, de durabilité. De sérieuses lacunes sur les comptes d'exploitation prévisionnels et la comptabilité simplifiée ont été notées. La mission note aussi qu'un changement d'approche a été introduit dans le dispositif de formation des OP. INADES FORMATION, plutôt que de former les GIEC, procèdera à une formation de formateurs des représentants de la CNOP qui, à leur tour, procéderont à la formation au niveau local. La principale inquiétude liée à cette approche est la lenteur du processus, d'où la nécessité de réfléchir de façon proactive sur la mise en œuvre.
26. **Identification et formation d'animateurs relais.** Il s'agit d'un membre de GIEC qui assurerait le travail du CSA pour les GIEC de son périmètre. Ces animateurs seront rémunérés pour leurs prestations. La mission s'est préoccupée de la durabilité d'un tel système qui disparaîtrait assurément avec la fin du projet.
27. **Formation des cadres des services techniques.** La mise en œuvre des conventions avec les DDA/DDE a pris du retard. Il était question de 29 conventions (3 départements et 26 districts). Les objectifs du PTBA 2011 n'ont toujours pas été atteints puisque seulement 20 conventions d'exécution ont été signées. De plus, les conventions avec les DDA/DDE doivent être résignées annuellement, celles de 2012 n'ont à date pas été transmises aux DDA. Les formations ont porté sur les techniques de vitroplants (6 cadres), les techniques de multiplication rapide (8 cadres), les techniques de multiplication et de plantation des ignames (8 cadres) et enfin la formation assurée à Brazzaville par INADES sur l'organisation paysanne

(10 cadres). Un risque de duplication des formations à l'endroit des services techniques existe d'où la nécessité d'une planification concertée avec le PDARP. Pour certaines formations telle que celle sur les vitro plants, les compétences des agents formés risquent de s'essouffler du fait qu'ils ne pratiquent pas la technique.

28. **Réhabilitation des directions départementales de l'agriculture et de l'élevage.** De la visite des 3 chantiers, la mission note que les travaux prévus en 2009 ont démarré en 2011. A date, seul le chantier de la Likouala a fait l'objet de réception provisoire. Les 2 autres chantiers sont à des taux de réalisation de 65% et leur achèvement est prévu en avril 2012. Le retard de ces 2 chantiers est dû à la faible surface financière des entreprises et à la lenteur observée dans la soumission des décomptes à certifier par le contrôleur, la Direction Départementale de la Construction. Concernant les travaux de la Likouala, des malfaçons sont observées au niveau de la boiserie et du crépissage. Ces malfaçons traduisent la faible rigueur dans le suivi et le contrôle des travaux. La mission a noté que sur les chantiers, il n'y a pas de cahier de chantier dans lequel les passages du contrôle sont matérialisés et les observations mentionnées à travers un procès-verbal. Par ailleurs dans la Likouala, l'absence d'un magasin d'entreposage pourtant incontournable dans une DDA a été constatée. A défaut de pouvoir récupérer les magasins de la DDA réquisitionnés par le conseil départemental et loués à une compagnie de commercialisation de cacao, le projet devrait envisager la construction d'un hangar de stockage. En effet, faute de magasins, la mission a vu les stocks actuels d'aliments de bétail entreposés de façon inappropriée dans les nouveaux bâtiments réhabilités à des fins de bureaux.
29. **Insertion des peuples autochtones.** Les activités en faveur des peuples autochtones étaient prévues à partir de la 3^{ème} année. Le projet a élaboré une stratégie d'intégration, mais peine à développer un plan d'actions. Sur le terrain, la mission a rencontré les principaux acteurs de développement qui travaillent sur la question. Il s'agit essentiellement de UNICEF en partenariat avec la Direction de l'Action Sociale, et de UNFPA. UNICEF a déjà développé un plan d'actions pour la Likouala, la Sangha et les Plateaux qu'il déroule annuellement en plan de travail avec la collaboration de l'action sociale. Il est alors recommandé au projet de se rapprocher de UNICEF et discuter des possibilités de collaboration.
30. Des entretiens avec l'Action Sociale de la Likouala, il ressort que ce service a identifié 9 groupements de peuples autochtones intéressés par des activités de développement socioéconomiques y compris la culture du manioc. L'action Sociale n'ayant pas les moyens de les accompagner, La mission recommande de réaliser un diagnostic desdits groupements avec la démarche Proder, et de procéder à leur structuration, organisation et accompagnement pour la mise en place de parcs à bois.
31. Enfin, la mission a visité le village des peuples autochtone créé sur le site du Forum International des Peuples Autochtones d'Afrique Centrale (FIPAC). Ce forum regroupe 12 pays et les populations autochtones de ces pays s'y retrouvent annuellement pour un forum. 150 peuples autochtones de la Likouala vivent dans ce village où aucune activité de développement socioéconomique n'est entreprise malgré les besoins constamment exprimés par les villageois, surtout pour la culture maraichère. En concertation avec l'administration du FIPAC, le projet devrait envisager la mise en place de 2 GIEC, leur structuration et accompagnement.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Dispenser les formations en organisation et gestion des OP aux GIEC de la Sangha et Likouala	UCP	Immédiatement
Clarifier avec le conseil départemental de la Likouala, le statut des magasins de la DDA et construire dans le cas échéant un hangar d'entreposage	DDA / UCP	Immédiatement
Mettre en place en concertation avec la DDAS et la FIPAC, 11 GIEC ciblant les peuples autochtones	UCP	Juin 2012
Tenir un cahier de chantier sur les sites des travaux de construction ou d'aménagement	UCP	Immédiatement
Inviter le contrôle, la DDC, à diligenter la certification des décomptes des entreprises et à et	DDA / Facilitateur	immédiatement
Procéder au paiement des décomptes reçus dans un délai maximum de cinq jours ouvrés afin de permettre aux PME d'achever les travaux dans le délai de mi-avril 2012 et à faire remédier aux malfaçons constatées à la Likouala avant la recette définitive des travaux.	RAF	Immédiatement

Composante 3 – Accès aux bassins de production

32. **Diagnostic de l'état des pistes et voies fluviales.** Des missions d'identification des pistes et des voies fluviales ont été conduites dans les trois départements en 2009. Le travail d'identification a ensuite été validé par l'ensemble des acteurs au cours d'ateliers départementaux réunissant les populations bénéficiaires, les conseils départementaux, les DDTP, DDA et le PDARP. D'une manière générale, les axes retenus sont ceux qui désenclavent les plus grands bassins et desservent le plus grand nombre de villages.
33. **Réhabilitation des pistes et construction des ouvrages de franchissement.** Les travaux de réhabilitation des pistes et de construction des ouvrages de franchissement enregistrent un retard notable dû à la conjugaison de plusieurs facteurs dont la non capitalisation des leçons apprises de l'exécution des PRODER 1 et 2, le manque d'esprit d'anticipation de l'UGP et le flottement observé au niveau du poste de l'assistant. L'Assistant au Responsable Accès aux Bassins de Production avait en effet démissionné quatre mois après sa prise de service en février 2009, et le recrutement du remplaçant n'est intervenu qu'en mai 2010, soit 15 mois après.
34. Les programmations des activités aux PTBA 2010 et 2011 n'ont pas été réalisées du fait de la « non disponibilité » des ressources de l'OFID. La seule réalisation au titre de l'activité d'aménagement de 77 Km de pistes (sur 350 prévus par le projet), est la conduite du processus de sélection de l'ingénieur conseil pour les études techniques des pistes et ouvrages d'art. Dans le processus d'appel d'offre, il est noté que la visite des sites d'études avait été omise, donnant lieu à des soumissions financières "fantaisistes", et à la reprise du processus telle que exigée par le Fida. En ce qui concerne les DAO, il convient désormais de **systematiser les visites de sites qui devront être sanctionnées par une attestation de visite, et d'introduire une clause qui écarte les offres anormalement basses et hautes.**
35. Dans le PTBA 2012, à l'inverse des départements du Pool et de la Sangha, il n'est pas prévu d'activités dans la Likouala. La mission a été informé que la DDTP de la Likouala dispose de compétences pour la réalisation des études techniques. Elle invite à cet effet l'UGP, à **réaliser lesdites études en régie, sur la base d'une**

convention de prestations de service à convenir. Le FIDA en sera saisie pour avis.

36. Au niveau du département de la Sangha, la mission a noté que l'axe RN2-Attention-Lengwé ciblé par le projet, est en cours d'aménagement partiel par la société IFO au titre d'une convention d'exploitation forestière. Dans la recherche de complémentarité des interventions et financement, il est suggéré à l'UGP de **se rapprocher des autorités administratives pour examiner avec ladite compagnie forestière, la possibilité de poursuivre les travaux d'aménagement de la piste sur toute sa longueur. Le projet, se chargerait des lors, de la construction des ouvrages d'art.** Le FIDA devra être saisi des résultats de la concertation.

Mesure convenue	Responsabilité	Délais convenue
Aménagement / réhabilitation de 77 km dans de pistes dans le Pool et la Sangha		
Réalisation des études techniques d'aménagement de 77 Km validation du rapport et du DAO	UCP / Assistant Infrastructures	31 mai 2012
Publication du DAO	UCP / RAF	15 Juin – 15 Juil
Dépouillement des offres et adjudication des marchés	UCP / RAF	31 Juillet
Signature des conventions avec les DDTP pour le suivi contrôle des travaux	UCP	10 Aout
Exécution des travaux dans la Sangha		1 ^{er} oct – 31 dec
Exécution des travaux dans le Pool		15 Aout – 15 oct
Aménagement / réhabilitation de 273 km de pistes dans le Pool, la Sangha et la Likouala		
Actualisation des itinéraires identifiés en 2009	UCP / Assistant Infrastructures	30 Avril 2012
Signature des conventions avec les DDTP pour études techniques, suivi et contrôle	UCP	15 mai 2012
Réalisation des études techniques par les DDTP et validation du DAO	UCP / Assistant Infrastructures	30 Juin
Publication du DAO	UCP / RAF	15 Juil – 15 Aout
Sélection des entreprises	UC / RAF	30 Aout
Exécution des travaux dans la Sangha et la Likouala		1 ^{er} dec 28 fev
Exécution des travaux dans le Pool		1 ^{er} sep – 1 Nov
Aménagement / réhabilitation des voies fluviales dans la Sangha		
Sensibilisation et mise en place des comités d'entretiens	UCP/ Facilitateur/ DDA/ DDTP	30 Avril 2012
Acquisition et distribution du petit équipement d'entretien	UCP	31 Mai 2012
Travaux d'entretiens	UCP / DDTP	Aout 2012
Signature convention avec DDTP	UCP	Juil 2012

D. Avancement de l'exécution du projet

37. **Gestion interne du projet.** Depuis le démarrage, la gestion du PRODER 3 a connu une situation très instable avec 6 démissions en un an. La situation des ressources humaines du Service Administratif et Financier (SAF) est préoccupante avec la démission de la comptable en février 2012 et l'intention de démission de la nouvelle RAF dans les 3 mois à venir après seulement 4 mois de service. Par ailleurs, la mission s'inquiète de la productivité de certains agents du Projet, (en particulier le RSE, l'Assistant Infrastructure) dont les composantes ont du mal à démarrer. **La mission recommande que l'UCP (dans le cadre de l'évaluation des performances du personnel 2011), appuyé par un Expert en GRH, s'appesantisse sur : (i) l'adéquation du personnel au volume de travail, aux résultats escomptés et à l'approche du faire-faire, (ii) l'appréciation dans l'exercice de la fonction - analyse des tâches exécutées en relation avec les termes de références des Agents/lettre de mission, les postes, les**

mandats, les rôles et responsabilités- (iii) et procéder aux réajustements nécessaires.

38. **Le système managérial du Proder 3 est inefficace.**__La Coordination du projet n'a pas mis en place les outils devant permettre de : (i) diagnostiquer les dysfonctionnements et des distorsions dans la gestion normée des activités et des acteurs du Projet; (ii) analyser les performances des différents acteurs dans l'exécution des tâches définies. Les dispositifs de contrôle des opérations de planification, de mise en œuvre, de suivi/évaluation du Projet, tels que définis par le Manuel de Procédures ne sont pas appliqués et cette situation engendre par exemple, une distorsion de l'information entre la Coordination et les opérationnels sur les réalisations du projet. ***Il importe par conséquent, de définir au niveau de la Coordination, la méthode de travail, les outils et les dispositifs de contrôle des opérations, capable de « rassurer » sur l'efficacité et l'efficience dans la mise en œuvre du Projet.***
39. **La stratégie de mise en œuvre des activités du Projet est inefficace.** La Coordination du PORDER 3 n'a pas analysé et tiré les leçons des difficultés rencontrées par les PRODER1 et 2, dans la planification et la mise en œuvre des activités de la composante infrastructure. Les long délais constatés par ces Projets (élaboration des dossiers d'appel d'offres, passation de marché, mise en place des ressources financières) auraient dû conduire le PRODER 3 à planifier autrement la mise en œuvre des activités de la composante 3 et anticiper sur certaines séquences de la mise en œuvre. ***La mission recommande d'inscrire toutes les activités de la composante 3 dans le PTBA 2012 afin de démarrer le processus de mise en œuvre desdites activités (préparation DAO, préparation études technique...)***
40. **L'approche dans la mise en œuvre des PTBA souffre d'insuffisances.**_La mise en œuvre du PTBA/PPM souffre de l'absence d'une planification mensuelle des activités à travers des plans d'actions opérationnels, qui doivent présenter pour chaque activité, les tâches à effectuer et les périodes de début et fin de mise en œuvre. Ces plans opérationnels serviront de base pour élaborer le tableau de trésorerie de la période considérée afin d'optimiser la gestion de trésorerie du projet. ***La programmation des activités doit nécessairement s'appuyer sur ce genre de support qui permet de visualiser la cohérence d'ensemble des activités programmées et à mettre en œuvre sur une période.***
41. **La gestion opérationnelle du Projet souffre également d'insuffisances.** L'absence de réunion de coordination mensuelle sur l'état d'avancement du PTBA par composante, pénalise le Projet dans sa capacité à suivre ses activités et effectuer des « recadrages » au besoin. Depuis la dernière mission d'appui, le projet a fait seulement 2 réunions et les points discutés sont sans intérêt pour l'amélioration des performances. La mission a, à nouveau, insisté auprès de l'UCP sur l'intérêt des réunions de coordination périodiques qui doivent nécessairement: (i) situer l'état d'avancement des activités planifiées (Facilitateur – DDA/DDE – Opérateurs et Partenaires) ; (ii) présenter l'exécution budgétaire du PTBA afin de se prononcer sur la performance (ou contre-performance) financière; (iii) établir la planification des activités à réaliser pour la période suivante; (iv) trouver des solutions aux difficultés rencontrées dans le déploiement des activités sur le terrain.

Partenariats et suivi des activités par les services techniques

42. Il est prévu pour la mise en œuvre des activités des composantes 1 et 2 que le projet noue des partenariats avec les services techniques déconcentrés (STD), les projets, ONG. Le projet a signé 22 conventions de partenariat avec essentiellement les DDA et DDE, les CSA, le PRESJAR/PNUD et le CERAG.
43. La majorité des conventions ne relie pas les produits escomptés aux moyens mis en œuvre assorti d'un calendrier de réalisation et les indicateurs clairs à renseigner. Les obligations du partenaire ne sont souvent pas bien déclinées avec parfois une absence de contrainte dans le rapportage.
44. La mission a constaté une insuffisance dans le suivi des GIEC par les CSA et DDA. Les sorties de supervision des DDA ne sont pas systématiques, malgré les indemnités et frais de carburant mensuellement mis à leur disposition. Il s'en suit que les rapports des services techniques sont parfois transmis avec plus de 10 mois de retard à la coordination du projet.
45. La convention PRESJAR/PNUD de 187 000 000, objet du paragraphe 21, a été signée en mars 2011 et décaissée à 90% en juin 2011 par DPD. La mission constate que les activités de suivi de la convention n'ont pas été réalisées par le PRODER 3 comme prévu. L'analyse du rapport transmis au PRODER 3 par le PRESJAR fait ressortir une confusion entre les activités réalisées et les activités en perspective. En effet, le rapport annonce que les engagements pris par le PRESJAR s'élèvent à 267 721,61 USD. L'analyse des informations montrent en fait qu'il s'agit plutôt de budget prévisionnel et estimatif d'activités à mettre en œuvre plutôt que d'engagements financiers, ie d'activités initiées et dont les montants des contrats passés s'élèvent à 267.721 USD. Aussi, un certain nombre d'activités sont mentionnées comme réalisées à date (construction d'une nouvelle unité de production de savon, l'achat d'un générateur, modernisation de deux unités de fabrication de savons, promotion d'activités piscicoles, l'aménagement renforcé d'une ceinture maraîchère école et le développement d'une ferme porcine) sans qu'elles ne ressortent dans les dépenses du PRESJAR sur la période. **Le PRODER devra veiller à ce que les rapports produits indiquent clairement les résultats spécifiques atteints grâce à la convention. Par ailleurs, les budgets des programmations devront être éclatés pour faire apparaître le point d'application des différents cofinancements.**

Suivi évaluation

46. Le système de suivi-évaluation du projet trois ans après son démarrage, n'existe pratiquement pas. Il n'existe pas de manuels qui décrivent les procédures de réalisation des activités, les données à collecter, les outils de collecte, les acteurs, les produits à délivrer et leur utilisation. La mission a été informée que le projet attendait la mise en place du dispositif de suivi évaluation du Programme Pays envisagé dans le cadre de la prochaine intervention du FIDA, à savoir le PADEF. La mission recommande l'organisation d'un atelier regroupant l'ensemble des cadres du projet, pour la réalisation d'un manuel de suivi évaluation interne. En effet, l'efficacité de la réalisation du système de suivi évaluation du programme pays envisagé, ne se fera qu'à travers l'exploitation des systèmes de suivi évaluation internes des PRODER.
47. Les indicateurs RIMS de premier niveau ont été renseignés pour les années 2009 et 2010. Pour ceux de 2011 en attente de renseignement, le projet devra veiller à prendre en compte les activités sous conventions. Les indicateurs de deuxième niveau n'ont pas été identifiés et appréciés depuis le démarrage du projet, alors que des effets en termes d'augmentation de la production de manioc sont attendus grâce à l'emblavement de 200 ha par 87 GIEC. En 2011, le projet a réalisé des enquêtes de référence socioéconomique et anthropométrique. La mission note que

la restitution des résultats n'a été fait ni aux membres de l'unité de coordination, ni à ceux du comité de pilotage.

48. Globalement, les activités de suivi-évaluation se sont limitées à la production de rapports d'activités. La production et la transmission des rapports des facilitateurs et des Chefs de composantes au RSE ne suivent pas une périodicité bien déterminée (le rapport d'activité 2011 des facilitateurs ne sont pas encore transmis à l'UCP qui lui-même n'a pas encore produit son rapport annuel). Aussi, les outils de collectes quand ils existent, ne sont pas toujours renseignés. Ainsi, le remplissage des fiches des parcs à bois et des parcelles de multiplications d'igname par les chefs de secteurs n'est pas effectif. De même, les informations sur la production et sur la diffusion du manioc et de l'igname par les GIEC ne sont pas systématiquement collectées et capitalisées.

Mesure convenue	Responsabilité	Délais convenue
Reconstituer les données du S&E de 2009, 2010, 2011 et renseigner les indicateurs sygri 2011 en prenant en compte les indicateurs de 2 ^{ème} niveau.	RSE	immédiatement et en continue
Organiser un atelier d'élaboration d'un manuel de S&E interne	Coordonnateur et RSE	immédiatement
Instituer des rencontres trimestriels de bilan/ programmation des activités au niveau de l'UCP et mensuel au niveau des facilitateurs	Coordonnateur et RSE	Avril 2012 et en continue

Communication, gestion des connaissances et innovations.

49. Depuis 2009, les activités de communication, gestion de savoirs et innovations se sont beaucoup focalisées sur la communication. Les activités ont permis une bonne publicité sur l'intervention globale des PRODER et une meilleure visibilité de l'action du FIDA au Congo. En témoigne la création d'une plateforme électronique pour faciliter les échanges entre les projets FIDA, la publication d'un bulletin d'information (3 numéros publiés), la réalisation d'échange entre paysans dans le Pool, la mise en place d'un réseau de 20 journalistes sur le développement rural, Création et mise à jour d'un blog des projets FIDA au Congo, la réalisation de 200 émissions radiophoniques en langues locales à travers trois radio.
50. La mission a échangé avec la responsable de composante sur le concept et la démarche méthodologique de la gestion des savoirs et a demandé à ce que la gestion des savoirs soit mieux prise en compte dans le PTBA 2012. Des activités d'apprentissages ont été exécutées par le projet mais insuffisamment documentées. Il s'agit de la multiplication des boutures de manioc et des mini-sets d'ignames. **La mission recommande que la responsable de composante effectue une mission d'échange au PPILDA au Niger, projet très avancé en gestion des savoirs et innovations, afin de mieux s'imprégner sur le concept et la démarche méthodologique.**

Plan de Travail et Budget Annuel 2012

51. Une réunion de programmation présidée par la tutelle, a examiné et validé les PTBA 2012 de l'ensemble des projets FIDA, en date du 30 janvier 2012. La mission se félicite de cette approche qui s'intègre déjà dans la dynamique de l'approche programme. Le PTBA du Proder 3 a ensuite été transmis au FIDA en date du 14 février 2012 pour non objection, sans un plan final de passation des marchés. Constatant la faible implication et appropriation des activités au niveau départemental non seulement par les services techniques mais aussi par les facilitateurs, la mission recommande fortement d'adopter une planification ascendante et non descendante.

E. Aspects fiduciaires

52. **Gestion financière.** La mission a relevé le travail très satisfaisant effectué par l'actuelle RAF pour : (i) mettre en place une organisation de travail plus efficiente au niveau au SAF, (ii) situer les vices de procédures dans les dépenses engagées antérieurement et régulariser les insuffisances constatées ; (iii) mettre à jour les données de la comptabilité. A date, les principales insuffisances (en voie de régularisation) relevées ont trait aux éléments ci-après:
- ✓ double enregistrement des opérations comptables sur les tableaux analytiques, le paramétrage ayant pris en compte les comptes de tiers en sus des comptes de charges;
 - ✓ non comptabilisation des pièces justificatives de certaines transactions au niveau du compte du projet (avance mission) ;
 - ✓ Non enregistrement de certains engagements pris par le Projet et non prise en compte des décaissements effectués sur ces contrats dans le tableau de suivi des engagements.
 - ✓ incohérences dans la comptabilisation de certaines dépenses qui ont été relevées par l'analyse des comptes et qui nécessitent des corrections;
 - ✓ saisies d'opérations effectuées en 2011 non encore à passées.
53. ***Le projet est prié de mettre à jour et corriger la comptabilité, avant d'établir les états financiers à transmettre au FIDA au plus tard le 31 mars 2011. Le Projet devra en outre, joindre aux états financiers la situation sur l'exécution du PPM 2011.***
54. **Mise à disposition des fonds aux Partenaires.** Plusieurs transactions au comptant sont effectuées par les trois (3) facilitateurs dans les départements cibles, qui reçoivent un gros montant d'avance dans leur compte opérationnel. Il importe de mieux sécuriser les mises à dispositions de fonds tant au niveau des Facilitations (ce qui inclut les fonds des DDE/DDA) en systématisant sur une périodicité trimestrielle le contrôle interne au niveau des Facilitateurs.
55. Des discussions avec les aides-comptables des départements, il est ressorti, que les prestataires déposent directement leurs décomptes de paiement au niveau de l'UCP à Brazzaville, sans passer par les Facilitateurs. L'Absence du visa « service fait » de la Facilitation fait courir un risque de paiement sans que la prestation ait été réalisée.
56. La mission recommande au Projet de **préfinancer le budget de fonctionnement (carburant pour suivi) des CSA et DDA . Le paiement de leurs honoraires mensuels au titre des conventions, devra rester conditionné par le niveau de réalisation des objectifs mensuels assignés.** Concernant les activités d'investissement, la mission recommande que les mises à dispositions de fonds se fassent graduellement, sur la base d'une programmation trimestrielle des activités, en collaboration avec le RAPP.
57. **Décaissement.** Le montant global des décaissements du Projet (FIDA et Etat) se chiffre à environ 4.547.235 USD, soit un taux de décaissement global de 25% sur les ressources globales décaissables du Projet (estimées à 18.442.000 USD à l'évaluation du Projet). Sur les décaissements effectifs au 31/12/2011, les ressources décaissées par le FIDA représente 65% et celles décaissées par l'Etat représente 35%. Sur le Don FIDA d'un montant de 8.570.000 USD, le Projet a décaissé 2.947.235 USD (soit 35% sur la situation LGS FIDA). Le projet a soumis au FIDA 14 demandes de décaissements (DD) sur les ressources du Prêt FIDA sur lesquels un montant égal à 25.631 euros a été retenu par le FIDA sur la DRF 4 (23.194 euros) et la DRF 12 (2.512 euros).

58. Le Gouvernement a décaissé au total 1.600.000 USD sur une participation prévisionnelle de 2.872.000 USD (soit 56% de ses obligations de financement sur la base 1 USD = 500 FCFA).
59. **Exécution catégorielle.** L'état des dépenses sur le financement FIDA (situation LGS FIDA) montre que la majorité des ressources du Projet a été décaissée sur les catégories « salaires et Fonctionnement » (39%) et « Assistance technique, Contrat et Convention » (28%). Les dépenses exécutées sur les catégories « Equipements, matériels et Intrants Agricoles » et « Formation & Etudes » représente respectivement 14% et 8%. La mission note que le niveau de consommation des ressources allouées aux catégories de dépenses d'investissement est inférieur à 30% après 3 ans d'exécution.
60. **Etat du Compte Spécial :** La reconstitution du compte spécial du projet à la date du 27/02/2011 indique que les disponibilités représentent 21% du montant global de l'avance initial (700.000 Euros) et les dépenses non demandées en remboursement représentent 57% de l'avance initial. Ces dépenses couvrent la période juin-décembre 2011. L'écart (ressources en moins sur le CS) est de 2515 Euros correspondant à des dépenses rejetées par le FIDA.
61. Concernant les dépenses de l'exercice 2011, le PRODER 3 n'a établi sa 1ère demande de réapprovisionnement du compte spécial (dépenses de Janvier – février 2011) qu'en novembre 2011. Cet état de fait résulte de l'absence d'une planification de la gestion des ressources et des dépenses du Projet, qui a naturellement conduit à une tension de trésorerie à partir du 2nd semestre 2011. ***La mission tient à rappeler que la transmission de DRF couvrant les dépenses sur une période maximale de 3 mois est un indicateur en matière de gestion de trésorerie pour les Projet FIDA.***
62. Un appui a été donné à l'équipe pendant la mission, permettant d'élaborer 2 DRF d'un montant total d'environ 336.000 euros.
63. **Financement de la contrepartie.** Le montant global versé par la contrepartie au titre de l'exercice 2011 s'élève à 400 M FCFA (Le Projet a reçu deux tranches de 200 M FCFA chacune en 2011). Dans le cadre du PTBA 2011, la mission constate que les ressources de l'Etat ont préfinancé à hauteur de 157 M FCFA des activités FIDA ; toutefois, sur le préfinancement des ouvrages de franchissement à hauteur de 331 M FCFA, rien n'a été engagé. Au 31/12/2011, le montant disponible sur le compte de l'Etat est de 439 M FCFA. Le Projet se doit d'établir une DRF de remboursement (Procédure IV) avant le 31/03/2012 pour régulariser les préfinancements effectués sur le compte de contrepartie.
64. **Réalizations financières 2011.** Sur une prévision budgétaire de 2.138 M FCFA, les réalisations financières du PRODER 3 sur le PTBA 2011 sont estimées à 722 M FCFA. Les décaissements opérés par le Projet sont répartis ainsi qu'il suit : 13% sur la composante Production Agricole, 37% en renforcement de capacités, 0% pour la composante Accès aux bassins de Production et 51% en coordination et gestion des connaissances.
65. Il importe de **mettre à jour rapidement la comptabilité du PRODER 3 afin de disposer de chiffres fiables sur l'exécution financière du Projet depuis 2009.** Sur la base des chiffres mis à la disposition de la mission, elle relève que l'exécution budgétaire 2011 est faible, comme cela a été le cas, pour les exercices antérieurs (2009 et 2010), La révision du PTBA demandée par le Fida en Juin 2011, n'a jamais été effectuée.
66. **Exécution du PPM 2011.** Le processus de passation des marchés, n'a pas respecté la planification prévue. A date, il est impossible de situer l'exécution financière du PPM 2011 du PRODER 3. Le tableau de suivi des marchés contractés

par le projet est en train d'être mis à jour dans le logiciel de comptabilité. La difficulté au niveau du projet d'obtenir des résultats satisfaisant dans l'exécution du PPM semble due à des insuffisances au niveau du montage des DAO et au niveau de l'évaluation des offres des soumissionnaires. Les précédentes missions de supervision avaient recommandées le recrutement d'un expert national en passation de marchés. Le processus de recrutement a malheureusement été infructueux à 2 reprises. ***Afin de renverser la tendance et optimiser les taux d'exécution financière de 2012, il est dès lors plus qu'impérieux de recruter un consultant international pour planifier, exécuter et suivre les passations de marchés au niveau des deux PRODER.***

67. **Respect des Dispositions de l'Accord de Don.** Le respect des dispositions de l'accord de Don est présenté dans l'appendice 4.

F. Durabilité

68. L'introduction des nouvelles variétés de manioc à haut rendement est incontestablement un succès. Afin de consolider et pérenniser cet acquis, un certain nombre d'actions méritent d'être pris en compte dès à présent. Il s'agit de :
- ✓ la spécialisation et professionnalisation d'un nombre calculé de GIEC de production de boutures certifiées par les services techniques de l'agriculture afin d'assurer un approvisionnement continue et de proximité de boutures saines dans les districts;
 - ✓ l'émulation de l'esprit coopératif et le renforcement des capacités des GIEC pour mieux concilier production et mise en marché des produits agricoles ;
 - ✓ le démarrage d'actions à petite échelle de transformation. A cet effet, la problématique de l'eau posée de façon cruciale dans le Pool Nord se doit de trouver une solution à travers la réalisation urgente de forages ou d'impluviums. Le four Djilimo primé à la foire commerciale sur l'innovation organisée par le FIDA à Ouagadougou pourrait être expérimenté. Le four est utilisé pour sécher les dérivés du manioc comme le tapioca, les granulés de manioc et la farine de manioc de haute qualité qui peut être utilisée dans le secteur de la pâtisserie ;
 - ✓ l'implication systématique du fonds routier et des conseils départementaux dans les processus d'identification et de réalisation des voies d'accès afin d'en assurer leur prise en compte dans la planification locale d'entretien;

69. Du fait de l'engouement suscité par l'introduction des variétés de manioc et d'igname, la dotation en tronçonneuses a été une doléance exprimée par 90% des GIEC visités. Pour ce qui est de la durabilité environnementale, ce engouement devra être canalisé dans le temps, au risque d'engendrer un déboisement massif et accéléré des formations forestières. En lieu et place des tronçonneuses, le projet devra encourager les producteurs à diffuser suffisamment les nouvelles boutures prioritairement dans leurs champs actuels avant d'en ouvrir de nouveaux. Aussi, la pratique de la rotation des cultures devrait être encouragée au détriment de l'agriculture itinérante. L'utilisation de tronçonneuses pour la mise en place des champs, devrait être conjointement contrôlée par les services de l'agriculture mais aussi par ceux de l'environnement.

Bernard Hien
Chargé du Portefeuille Pays

Rigobert Maboundou
Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage

Date

Date

Appendices et annexes

- Appendice 1 Résumé de l'état d'avancement du projet et notes
- Appendice 2 Résumé des principales mesures à adopter dans des délais convenus
- Appendice 3 Questions financières: exécution effective des obligations de financement par source de financement; décaissements par catégorie et par composante
- Appendice 4 Respect des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement
- Appendice 5 Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI
- Appendice 6 Cadre logique actualisé indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs, des réalisations et des produits
- Appendice 7 Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes

Projet 1438 [8019] Projet de développement rural dans les départements de la Likouala, du Pool et de la Sangha - Brouillon

Faits essentiels

Pays	Congo			No. du projet	1438	No. du prêt/don DSF	8019
Projet	Projet de développement rural dans les départements de la Likouala, du Pool et de la Sangha					Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	30/03/2012					Conditions de financement	D
Inst. responsable de la supervision	IFAD/IFAD						
Nbre de Supervisions	3	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	4				
Dernière Supervision	09/03/2012	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	11/02/2012				

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	11/09/2008			Coût total	18.68	
Accord	08/10/2008	Délai d'entrée en vigueur	4.8	FIDA Total	8.57	
Entrée en vigueur	02/02/2009	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA		
Examen à mi-parcours				Don DSF	8.57	36
Achèvement	31/03/2015	Dernier amendement		Don FIDA		
Clôture	30/09/2015	Dernier audit	30/06/2011	Financement national total	3.10	
Nbre de prolongations	0			Beneficiaries	0.21	
				Government (Local)	0.81	
				Government (National)	2.08	
				Cofinancement total	7.00	
				OFID	7.00	0

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	4	4	1. Qualité de la gestion du projet	3	3
2. Acceptabilité du taux de décaissement	5	3	2. Exécution du S&E	4	3
3. Fonds de contrepartie	4	5	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	4	4
4. Conformité à l'accord de prêt	4	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	4	4
5. Conformité aux règles de passation des marchés	4	3	5. Lutte contre la pauvreté	4	4
6. Qualité et ponctualité des audits	4	4	6. Efficacité du ciblage	4	4
			7. Innovation et leçons apprises	4	4

République du Congo
Projet de Développement Rural dans les départements du Pool, de la Sangha et de la Likouala (Proder 3)
Mission de supervision: 27 février au 09 mars 2012

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. appui à la production agricole	4	5	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	4	4
2. renforcement des capacités	4	4	2. Autonomisation	4	3
3. infrastructure destinée à désenclaver les bassins	2	2	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	4	3
4. coordination, communication et gestion	3	3	4. Adaptabilité des prestataires de services	4	4
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	4
			6. Possibilité réplcation à plus grande échelle	4	4

B.5 Justification des notes

L'appui à la production est effectif notamment pour le manioc. La programmation 2012 du projet était trop ambitieuse d'où un taux de décaissement faible. Des efforts ont été faits en matière de gestion financière, mais un important travail de nettoyage et de mise à jour du système est à mener. Le système de SE est pratiquement inexistant et les dispositions proactives n'ont pas été prises pour mettre en place un système de SE interne. Le style inadéquat de management du projet par la coordination et l'absence d'une véritable supervision et utilisation des cadres expliquent une qualité de gestion peu satisfaisante.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	4	4
C.2 Sécurité alimentaire	4	4
C.3 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	4

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

Un certain nombre d'actifs physiques existe en matière de production végétale. S'agissant de ceux financiers, un effet est attendu avec les premières récoltes. 150 parcs à bois sont mis en place pour la multiplication et diffusion de boutures saines, avec un effet escompte positif sur la sécurité alimentaire. Des parcelles d'essais pour le développement de la culture d'igname ont été mises en place dans 3 GIEC. Les dispositions sont en train d'être prise pour la multiplication des semences de maïs et de banane. 45 bénéficiaires ont déjà été sélectionnés pour l'aviculture villageoise. Le partenariat avec le PRESJAR/PNUD a permis la relance des activités communautaires à travers un centre d'élevage piscicole, un centre d'élevage porcin, et un périmètre maraîcher concernant 35 bénéficiaires en pisciculture, 42 en maraichage, 36 en élevage porcin,

C.4 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	4
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

L'engouement sur le terrain est réel en ce qui concerne la production de manioc et de l'igname. Les activités de diversification sont fortement sollicitées et prometteuses. Le renforcement des capacités a certes commencé, mais a surtout concerné les services techniques au détriment des petits producteurs. Le maillon faible en terme de résultats reste la composante accès aux bassins de production qui n'a pas de résultats véritables à date. Des insuffisances importantes ont été aussi constatées en matière de coordination. Une amélioration significative a été notée dans la gestion du système administratif et financier. Le renforcement des capacités des GIECS devrait offrir une meilleure perspective en matière de durabilité.

C.5 **Risques** Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	Les principales insuffisances sont: (i)double enregistrement des opérations comptables sur les tableaux analytiques;(ii)pièces justificatives de certaines transactions au niveau du compte du projet n'ont pas été comptabilisées; (iii)certain engagements n'ont pas encore été enregistrés& les décaissements effectués sur ces contrats ne sont pas pris en compte dans le tableau de suivi des engagements;(iv) saisies d'opérations effectuées en 2011 restent encore à passer;(v) les défis en matière de planification, d'organisation globale du travail, de gestion des contrats et conventions et d'insuffisance de coordination et d'harmonisation entre les composantes ont un impact négatif sur la gestion financière; (vi) Le prêt OFID n'a pas été décaissé d'où un impact négatif sur la mise en œuvre des travaux d'infrastructure en 2010 et 2011.
Avancement de l'exécution du projet	Les GIEC éprouvent d'énormes difficultés en matière d'organisation, de reconnaissance juridique et de maîtrise des comptes d'exploitations. Les activités de diversification (banane, arachide, maïs) n'ont pas encore démarré. La relance de l'élevage des petits ruminants n'a pas encore démarré. Les activités de formation des paysans peinent à démarrer et aucun mécanisme pour la remontée des besoins n'a été mis en place. Concernant les infrastructures, la mise en œuvre enregistre un retard notable dû à la non capitalisation des leçons apprises de l'exécution des PRODER 1 et 2, le manque d'esprit d'anticipation de l'UCP. Le projet manque de système de suivi évaluation pour la capitalisation des effets et impacts. Les activités de communication et de gestion de savoir se sont limitées à la communication au détriment des activités d'apprentissage et d'innovation.
Produits et	idem que ci-dessus (C 3)

réalisations	
Durabilité	Afin de consolider et pérenniser les acquis actuels, il faudrait envisager : i) La spécialisation et professionnalisation d'un nombre calculé de GIEC de production de boutures certifiées par les services techniques de l'agriculture afin d'assurer un approvisionnement continu et de proximité de boutures saines dans les districts; ii) l'émulation de l'esprit coopératif et le renforcement des capacités des GIEC pour mieux concilier production et mise en marché des produits agricoles ; iii) le démarrage d'actions à petite échelle de transformation. La forte demande en tronçonneuses devra être contenue, au risque d'engendrer un déboisement massif et accéléré des formations forestières. Le projet devra encourager les producteurs à diffuser suffisamment les nouvelles boutures prioritairement dans leurs champs actuels avant d'en ouvrir de nouveaux. Aussi, la pratique de la rotation des cultures devrait être encouragée au détriment de l'agriculture itinérante.

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Coordination	A)l'UCP, appuyé par un Expert en GRH, s'appesantisse sur : (i) l'adéquation du personnel au volume de travail, aux résultats escomptés et à l'approche du faire-faire, (ii) l'appréciation dans l'exercice de la fonction - analyse des tâches exécutées en relation avec les termes de références des Agents/lettre de mission, les postes, les mandats, les rôles et responsabilités- (iii) et procéder aux réajustements nécessaires.B) définir au niveau de la Coordination, la méthode de travail, les outils et les dispositifs de contrôle des opérations, capable de « rassurer » sur l'efficacité et l'efficience dans la mise en œuvre du Projet.	immédiatement	
Production Agricole	A) Convenir avec les DDA et CSA, d'un calendrier mensuel avec des indicateurs précis, pour un suivi effectif des GIEC; B) Assurer les formations en organisation paysanne dans la Sangha et la Likouala; C) Accompagner les GIEC dans l'élaboration d'une stratégie pour la gestion des boutures et la diffusion dans les champs individuels. D) Elaborer un plan opérationnel pour la production de vitroplants et leur diffusion; E)Signer sans délais la convention avec le CRAL et élaborer un plan opérationnel pour la production et la diffusion de semences	immédiatement	
Études	A)Dispenser les formations en organisation et gestion des OP aux GIEC de la Sangha et Likouala pour éviter des duplications.B)Clarifier avec le conseil départemental de la Likouala, le statut des magasins de la DDA et construire dans le cas échéant un hangar d'entreposage. C)Mettre en place en concertation avec la DDAS et la FIPAC, 11 GIEC ciblant les peuples autochtones.D)	immédiatement Juin 2012	
Accès au bassin de production	A) Planifier mieux les activités et les marchés pour éviter des retards B) mobiliser les fonds OPEP pour le financement	immédiatement	

Observations supplémentaires

Audit: Le processus de sélection a démarré avec la transmission au FIDA pour ANO de la short list des cabinets à consulter.

Appendice 2: Résumé des principales mesures à adopter dans des délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Avancement
Produits	Convenir avec les DDA et CSA, d'un calendrier mensuel avec des indicateurs précis, pour un suivi effectif des GIEC	Facilitateurs / DDA / CSA	Immédiatement	
Produits	Distribuer le matériel aratoire dans la Likouala et anticiper les commandes pour les 25 GIEC qui seront formés en 2012.	Facilitateur	Avril 2012	
Produits	Assurer les formations en organisation paysanne dans la Sangha et la Likouala	UCP	Immédiatement	
Produits	Accompagner les GIEC dans l'élaboration d'une stratégie pour la gestion des boutures et la diffusion dans les champs individuels.	CSA	Immédiatement	
Produits	Elaborer un plan opérationnel pour la production de vitroplants et leur diffusion	UCP/facilitateurs	Immédiatement	
Produits	Signer sans délais la convention avec le CRAL et élaborer un plan opérationnel pour la production et la diffusion de semences	UCP/facilitateurs	Immédiatement	
Produits	Apprêter un nouvel échantillon de variété locale d'igname à partir de Gamboma, et remblaver les parcelles dans la Likouala et la sangha en début de saison	UCP / DDA	Juillet	
Produits	Discuter avec ARREC et envisager un partenariat sur la production de banane dans la Likouala	Facilitateur et DDA Likouala	1 ^{er} semestre 2012	
Produits	Elaborer un plan d'opération élevage y compris la faisabilité de l'élevage dans la sangha et la Likouala.	UCP/ consultant FAO	Immédiatement	
Produits	Anticiper le retrait du PNUD et mettre en place un plus grand turn-over	PNUD	Immédiatement	
Produits	Dispenser les formations en organisation et gestion des OP aux GIEC de la Sangha et Likouala	UCP		
Exécution du projet	Clarifier avec le conseil départemental de la Likouala, le statut des magasins de la DDA et construire dans le cas échéant un hangar d'entreposage	DDA / UCP		
Produits	Mettre en place en concertation avec la DDAS et la FIPAC, 11 GIEC ciblant les peuples autochtones	UCP		
Produits	Tenir un cahier de chantier sur les sites des travaux de construction ou d'aménagement	UCP		
Aspects fiduciaires	Inviter le contrôle, la DDC, à diligenter la certification des décomptes des entreprises et à procéder au paiement des décomptes reçus dans un délai maximum de cinq jours ouvrés afin de permettre aux PME d'achever les travaux dans le délai de mi-avril 2012 et à faire remédier aux malfaçons constatées à la Likouala avant la recette définitive des travaux.	Assistant Infrastructures et RAF	Immédiatement	
Aspects fiduciaires	Dans les DAO concernant les travaux et les études, il est recommandé de systématiser les visites de sites qui devront être sanctionnées par une attestation de visite qui demeurera un critère de rejet des offres.	Assistant Infrastructures et RAF	Immédiatement mais constitue une préoccupation permanente	
Aspects fiduciaires	Introduire dans les critères d'évaluation des offres financières, une clause qui écarte les offres anormalement basses et celles anormalement hautes.	Assistant Infrastructures et RAF	Immédiatement, mais Préoccupation permanente	

	Saisir les autorités administratives de la Sangha afin qu'elles négocient avec l'entreprise IFO la possibilité d'aménager en totalité l'axe Attention-Lengwé	Directeur UGP, facilitateur Sangha	30/04/2012	
Produits	Elaborer un programme complémentaire dans le cadre de l'accès aux bassins de production pour le département de la Likouala à soumettre au FIDA	Assistant Infrastructures et RAF	30/04/2012	
Aspects fiduciaires	Conclure avec la DDTP Likouala une convention de prestations de service pour la réalisation des études techniques de pistes et d'ouvrages d'art ainsi que l'élaboration des dossiers d'appel d'offres correspondants.	Assistant Infrastructures et RAF	15/04/2012	
Aspects fiduciaires	Constituer des lots de travaux qui tiennent compte de la capacité d'intervention des PME/ONG à réaliser dans un délai maximum de trois mois et veiller à ce qu'une entreprise ne soit adjudicataire de plus de deux lots.	Assistant Infrastructures et RAF	Immédiatement et préoccupation permanente.	
Produits	Organiser les ateliers de validation des itinéraires à réhabiliter dans les trois départements	Assistant Infrastructures	15 avril 2012	
Produits	Veiller au respect du calendrier de mise en œuvre de la deuxième tranche de la composante conformément au planning établi.	Directeur UCP, Assistant Infrastructures et RSE	Préoccupation permanente	
Produits	signer le plus rapidement possible, une convention d'exécution de la convention de partenariat avec le PNUD	Coordonnateur, RARPA, RAF	Immédiatement	
Produits	Finaliser et signer les protocoles 2012 avec DDA/CSA/DDE.	Coordonnateur, RARPA, RAF	Immédiatement	
	Réaliser un plan opérationnel de la convention avec le CERAG sur la programmation et la diffusion des vitro plants en relation avec le calendrier cultural des paysans	Coordonnateur, RARPA, RAF	Immédiatement	
Produits	Baser l'établissement des contrats avec les prestataires de services sur des termes de références détaillés (plan d'action, indicateurs de performances), qui devront être soumis à la NO du FIDA	Coordonnateur, RARPA	Activité continue	
Suivi évaluation	Finaliser au plus tôt le rapport d'activités 2011 et le PTBA 2012 et l'envoyer au FIDA et au Gouvernement.	Coordonnateur et RSE	31 mars 2012	
Suivi évaluation	Actualiser et remplir la fiche RIM 2011 et le transmettre au FIDA	, RSE	31 mars 2012	
Suivi évaluation	Organiser un atelier d'élaboration d'un manuel de S&E interne en attendant le consultant international.	Coordonnateur et RSE	immédiatement	
Suivi évaluation	Reconstituer les données du S&E de 2009, 2010, 2011 et renseigner les indicateurs sygri 2011 en prenant en compte dès à présent les indicateurs de 2 ^{ème} niveau.	RSE	immédiatement et en continue	
Suivi évaluation	Sécuriser les données de S&E	RAF, RSE	Immédiatement et en activité continue	
Suivi évaluation	Instituer des rencontres trimestriels de bilan programmation des activités au niveau de l'UCP et mensuel au niveau des facilitateurs (UCP avec les responsables des composantes, les facilitateurs, les aides comptables).	Coordonnateur et RSE	Avril 2012 et en activité continue	

Gestion des savoir	Mettre en pace un site internet du programme pays en lien avec les sites des autres projets FIDA	PRODER RCGCI	SUD,	Octobre 2012	
Gestion des savoir	Documenter et publier en relation avec le responsable de la composante appui à la production et du renforcement des capacités, les actions d'apprentissage sur la multiplication des boutures et mini sets des GIEC.	RCGCI, RSE, FAC	RARPA,	Immédiatement	
Gestion des savoir	introduire l'innovation sur la transformation : Le four Djilimo au Cameroun	RCGCI, Coordonateur, RARPA		Décembre 2012	
Gestion des savoir	Réaliser une mission d'échange au projet PPILDA au Niger (très avancé en matière de gestion de savoir afin de mieux s'imprégner sur le concept et la démarche méthodologie)	RCGCI, UCP		Octobre 2012	
Aspects fiduciaires	Mettre à jour et corriger la comptabilité avant d'établir les états financiers, à transmettre, sur la base du « Spécimens d'États Financiers » FIDA, dont le canevas a été remis au PRODER 3. Le Projet devra en outre, joindre aux états financiers la situation sur l'exécution du PPM 2010.	RAF, Coordonateur		au plus tard en mars 2011	
Aspects fiduciaires	préfinancer le budget de fonctionnement des CSA mais que leur rémunération soit conditionnée par le niveau de réalisation des objectifs mensuels assignés. Concernant les activités d'investissement, la mission Recommande que les mises à dispositions de fonds se fassent graduellement, sur la base d'une programmation trimestrielle des activités, en collaboration avec le RAPPa	RAF, Coordonateur, RARPA			
Aspects fiduciaires	Rationaliser les dépenses de fonctionnement jusqu'à la RMP, qui fera une proposition de réallocation				
Aspects fiduciaires	d'établir une DRF de remboursement (Procédure IV) afin les préfinancements accordés par le gouvernement soit régularisé par le FIDA			avant le 31/03/2012	
Aspects fiduciaires	mettre à jour la comptabilité du PRODER 3 afin de disposer de chiffres fiables sur l'exécution financière du Projet depuis 2009			Immédiatement	
Aspects fiduciaires	recruter un Expert en passation de marché en tant que prestataire de service, qui sera chargé de planifier, exécuter et suivre les passations de marché au niveau des deux PRODER				
Aspects fiduciaires	respecter le chronogramme défini avec la mission d'appui de novembre 2011, dans la préparation des comptes et l'élaboration des états financiers dans le cadre de l'audit des comptes 2011				

**Appendice 3: Questions financières: exécution effective des obligations de financement
par source de financement et par composante;
décaissements par catégorie**

Tableau 3A: Exécution des obligations de financement par source de financement

Source de financement	Approbation (en milliers de USD)	Décaissements (en milliers de USD)	Décaissements en pourcentage
Don du FIDA	8.570.000	2.947.235	35%
OFID	7.000.000	0	0%
Gouvernement	2.872.000	1.600.000	56%
Total	18.442.000	4.547.235	25%

Tableau 3B: Exécution des obligations de financement par composante (en milliers de USD)

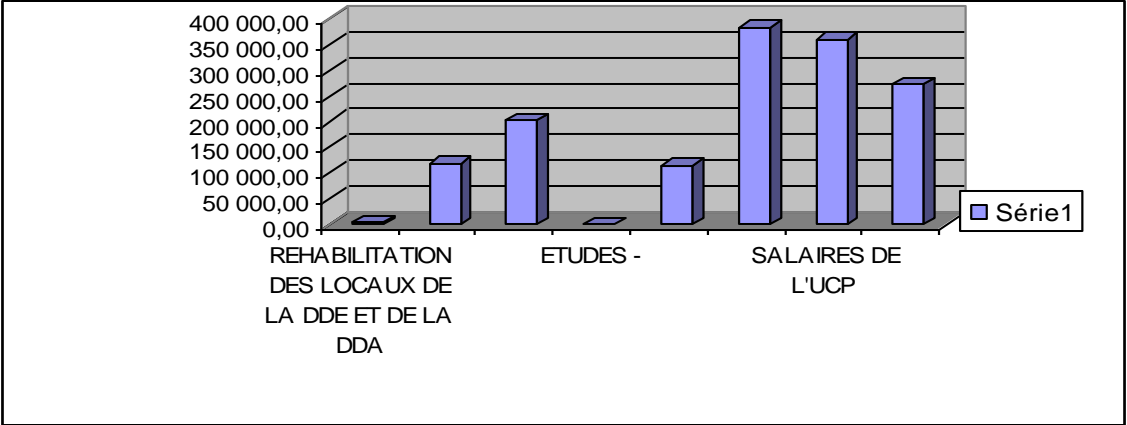
Composante	Don du FIDA			OPEP			Gouvernement			Bénéficiaire			Total		
	Montant approuvé	Montant effectif	%	Montant approuvé	Montant effectif	%	Montant approuvé	Montant effectif	%	Montant approuvé	Montant effectif	%	Montant approuvé	Montant effectif	%
Composante A	2.229.000						320.000			214.000			2.762.000		
Composante B	3.218.000			60.000			446.000						3.724.000		
Composante C	197.000			6.940.000			1.751.000						8.888.000		
Composante D	2.931.000						370.000						3.301.000		
TOTAL	8.574.000			7.000.000			2.872.000			214.000			18.674.000		

Tableau 3C: Décaissements du prêt du FIDA (en DTS, Situation au 9 mars 2012)

Catégories	Description	Allocations en DTS	Balance							
			Décaissements Cumulatifs en DTS	En attente			En attente cumulé En DTS	Total En DTS	Solde en DTS	%tage Décais.
				DRF 14	DRF 15	DRF 16				
	Avance de démarrage	0	650 993,25					650 993,25	- 650 993,25	
								-	-	
1	REHABILITATION DES LOCAUX DE LA DDE ET DE LA DDA	30 000,00	2 454,68	1 140,59		18 640,78	1 140,59	3 595,27	26 404,73	11,98%
2	VEHICULES	110 000,00	117 777,61				-	117 777,61	- 777,61	107,07%
3	EQUIPEMENTS, MATERIELS ET INTRANTS AGRICOLES	520 000,00	178 700,54	14 223,97	8 485,48	22 187,88	22 709,45	201 409,99	318 590,01	38,73%
4A	FORMATION ET ETUDES - ETUDES -	80 000,00	0,00	-	-	-	-	-	80 000,00	0,00%
4B	FORMATION ET ETUDES - FORMATIONS -	920 000,00	100 048,99	8 945,66	5 714,29	6 450,00	14 659,95	114 708,94	805 291,06	12,47%
5	ASSISTANCE TECHNIQUE, CONTRATS ET CONVENTIONS	1 910 000,00	339 732,84	29 194,82	14 510,84	68 884,23	43 705,67	383 438,51	1 526 561,49	20,08%
6A	SALAIRES DE L'UCP	880 000,00	275 640,42	39 322,38	43 631,31	44 090,15	82 953,69	358 594,11	521 405,89	40,75%
6B	COUTS DE FONCTIONNEMENT	280 000,00	210 007,94	32 048,45	30 063,06	25 100,70	62 111,51	272 119,45	7 880,55	97,19%
	NON ALLOUE	520 000,00							520 000,00	
	TOTAUX	5 250 000	1 875 356	124 875,88	102 404,99	185 353,75	227 280,86	2 102 637,13	3 147 362,87	40,05%

1 dts 1,1892499 euros

Figure 1: Décaissement au titre des prêts/dons du FIDA



Appendice 4 - Respect des dispositions de l'Accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Objectif/Date prévue	État d'avancement/Date	Observations
Section 3.05	L'UGP doit ouvrir et administrer un compte spécial en F CFA pour le prêt et un compte spécial en Euro pour le Don. Le gouvernement doit faire un versement initial de représentant l'équivalent de 435.000 USD	Inscription des besoins du programme au PIP annuel	Des inscriptions annuelles sont faites et la mobilisation jusqu'en 2011.	- Le compte de contrepartie est créditeur de 324 M FCFA au 30/12/2011.
Section 3.05	Le gouvernement doit reconstituer le compte du programme par versements annuel, à l'avance	Inscription par tranche annuelle	Le montant inscrit en 2011 été mobilisés au 31/12/2011	Le montant de la dotation 2011 de 400 Millions FCFA est en cours de mobilisation
Section 3.06	Les marchés de biens, de travaux et de services doivent être passés conformément aux procédures énoncées à l'appendice 3	Préoccupation permanente	Les avis de non objection du FIDA ont toujours été requis ;	relevé une confusion entre la caution bonne exécution et la caution garantissant à 100% l'avance accordée au prestataire. Le PRODER 3 doit systématiquement demander une garantie bancaire cautionnant l'avance de démarrage à 100%.
Section 4.04	Les polices d'assurance couvrant les véhicules, le matériel et les travaux de génie civil financés au moyen du produit du prêt doivent être conformes à de saines pratiques commerciales	Préoccupation permanente	les ont été assurés auprès d'une compagnie d'assurance agréée.	Les primes d'assurance sont annuelles et seront renouvelées chaque année
Section 5.02	Présentation du rapport d'audit au FIDA 2011	30 juin 2012	Le processus de recrutement est en cours avec l'accord du CPM sur la short – list le 20/02/2012	date buttoir de 30 juin devra être respecté pour le dépôt du Rapport 2011.
Section 4.02	Présentation au FIDA, tous les six mois, de rapports sur l'avancement des activités	Préoccupation permanente	les rapports d'activités semestriels ne sont pas produits	Les rapports du 1 ^{er} et du 2 nd semestre de l'exercice 2011 n' ont pas été produit et transmis au FIDA.
Section 3.02	Le PTBA doit être soumis au FIDA pour examen et observations	Préoccupation permanente	Le PTBA n'a pas encore été validé par le CPM/FIDA	Le PRODER 3 devra dans les meilleurs délais prendre les dispositions pour intégrer les observations sur le PPM du PTBA 2012 et le transmettre pour validation.
Section 4.03	Un examen à mi-parcours doit être réalisé conjointement par l'emprunteur et le FIDA	Courant 2013	Les études et enquêtes de référence à mi-parcours sont à réaliser et à produire.	effectuer les études de références en avril 2012 afin de tenir la RMP en juin 2012.

Appendice 5: Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI

Composante/ Sous-composante ou produit		Indicateur	Unité	Période : 1er janvier au 31 décembre 2011			Total effectif cumulé	Objectif lors de la préévaluation	%
				PTBA	Chiffres effectifs	%			
Composante 1 : Appui à la relance de la production agricole									
	Préparation et suivi d'un plan d'opération dans le cadre de la diffusion des boutures saines de manioc	Rapport ou Plan d'action	Nombre	-	-	-	1	1	100
	Evaluation des clones par des tests pour la diffusion des boutures de manioc ;	Test réalisé dans les parcs à bois	Nombre	11	9	82	9	ND	-
	Voyage d'étude du Responsable de la composante à Mvadzli bandan pour le renforcement de ses capacités dans le domaine agricole	Voyage d'étude	Nombre	1	0	0	0	1	0
	Mise en place des groupements d'intérêts économiques communs (GIEC) devant bénéficier de l'appui technique du projet ;	Groupement communautaire	Nombre	101	105	104	118	250	47
	Achat d'un camion de transport de boutures de manioc afin de palier à toutes les difficultés liées aux mouvements du matériel végétal ;	Véhicule ou camion de transport	Nombre	1	0	0	0	1	0
	Installation des pépinières et parcs à bois au niveau de districts et des villages	Pépinières et parcs à bois installés (au niveau département District et village)	Nombre	90	93	103	136	279	49
	Atelier de formation des agents DDA/CSA sur la mise en place des GIEC	Représentants du gouvernement ou fonctionnaires formés	Nombre	-	-	-	35	ND	-
	Mise en œuvre de la convention avec les DDA pour le suivi rapproché des actions mises en œuvre dans sa circonscription administrative ;	Conventions signées et exécutées	Nombre	29	20	67	42	ND	-
	Poursuite de la mise en œuvre de la convention avec le CERAG pour la production des vitro plants pour la diffusion des boutures saines de manioc ;	Conventions signées et exécutées	Nombre	1	1	100	1	1	100
	Mise en œuvre de la convention de partenariat avec le CRAL pour la multiplication des semences de maïs, d'arachide, de soja et de haricot ;	Conventions signées et exécutées	Nombre	2	0	0	0	1	0

Composante/ Sous-composante ou produit	Indicateur	Unité	Période : 1er janvier au 31 décembre 2011			Total effectif cumulé	Objectif lors de la préévaluation	%
			PTBA	Chiffres effectifs	%			
Elaboration plan d'action pour le repeuplement ovin et caprin dans l'appui au métayage en élevage;	Rapport ou Plan d'action sur la reconstitution du Cheptel	Nombre	1	0	0	0	1	0
Acquisition coquelet pour le repeuplement de la volaille.	Coquelets distribués	Nombre	2375	0	0	0	ND	0
Acquisition poulet pour le repeuplement de la volaille	Poulets distribués	Nombre	2375	0	0	0	ND	0
Composante 2 : Renforcement des capacités								
Formation technique des paysans membres des GIEC ;	Personnes formées aux méthodes et techniques agricoles	Nombre	696	1440	207	2704	5000	54
Appui à la commercialisation (Etude de filière)	Rapport sur l'étude de filière	Nombre	1	0	0	0	1	0
Recrutement des consultants pour la mise en place des outils pédagogiques pour formation et animation ;	Personnes formées aux méthodes et techniques agricoles	Nombre	3	2	67	2	4	50
Formation des formateurs des leaders des organisations paysannes ;	Personnes formées aux méthodes et techniques agricoles	Nombre	261	25	10	25	50	50
Atelier de concertation, planification et évaluation	Ateliers	Nombre	6	3	50	6	30	20
Identification et installation des animateurs relais	Paysans	Nombre	30	0	0	0	ND	-
Formation des animateurs paysans ;	Personnes formées aux méthodes et techniques agricoles	Nombre	30	0	0	0	ND	-
Formation des cadres DDA/DDE ;	Représentant du gouvernement et fonctionnaire formés	Nombre	32	21	70	21	18	116
Réhabilitation des bureaux des directions départementales de l'agriculture et de l'élevage de la Likouala, pool et sangha .	Autres infrastructures remises en état	Nombre	3	1	66	1	3	33
Contrats de prestation de services équipes facilitateurs ;	contrats	Nombre	3	3	100	12	16,5	72
Equipements en moyen roulant pour les équipes de facilitateurs	Moyen roulant	Nombre				3	3	100
Equipements en lot de matériel informatique pour les équipes de facilitateurs/DDA/DDE	Lot matériel informatique	Nombre				3	3	100
Equipements en groupe électrogène pour les équipes de facilitateurs/DDA/DDE	Groupes électrogènes	Nombre	3	3	100	3	3	100
Equipements en mobilier de bureau pour les équipes de	Bureaux équipés		3	2	67	2	3	33

Composante/ Sous-composante ou produit	Indicateur	Unité	Période : 1er janvier au 31 décembre 2011			Total effectif cumulé	Objectif lors de la préévaluation	%
			PTBA	Chiffres effectifs	%			
facilitateurs/DDA/DDE		Nombre						
Equipements en pirogue pour les équipes de facilitateurs/DDA/DDE	pirogues	Nombre	2	1	50	1	2	50
Equipements en motos pour les Chefs de Secteurs Agricoles	Motos	Nombre	4	4	100	4	4	100
Elaboration du plan d'action pour les peuples autochtones	Rapport sur le plan d'action	Nombre	1	0	0	0	1	0
Appui aux groupes très vulnérables.	Personne formée dans les activités génératrice de revenu	Nombre	900	900	100	900	3000	30
Composante 3 : Accès aux bassins de production								
Etudes techniques (en Km) pour la réhabilitation des pistes	Rapport	Nombre	100	0	0	0	100	0
Etudes techniques (Nombre d'ouvrage) pour la réhabilitation des pistes	Rapport	Nombre	30	0	0	0	60	0
Construction des ouvrages de franchissement	Infrastructures construits		14	0	0	0	60	0
Composante 4 : Coordination, communication, gestion des connaissances								
Equipement de l'UCP	Lot d'équipement	Nombre	1	1	100	1	1	100
Appui à la gestion	Rapport	Nombre	2	2	100	3	1	300
Poursuite de la formation du personnel	Rapport	Nombre	11	1	9	13	ND	-
Rémunération du personnel	Personnes rémunérées	Nombre	20	20	100	30	ND	-
Déplacement du personnel	Mission	Nombre	120	32	27	122	2810	4
Fourniture pour le fonctionnement et entretien	Lots	Nombre	12	12	100	14	ND	-
Contribution au fonctionnement du bureau de liaison	Appui financier	Nombre	1	1	100	3	ND	-
Session de recrutement du personnel	Personnel réduit recruté et opérationnel	Nombre	1	1	100	3	ND	-
Organisation atelier de démarrage du Projet	Atelier	Nombre				1	ND	-
Etude pour la mise en place du système de Suivi – Evaluation	Rapport	Nombre	2	0	0	0	1	0
Appui au MAE et suivi par les institutions nationales	Mission de terrain	Nombre	2	2	100	4	12	33
Organisation session/réunions du comité de pilotage	Session	Nombre	1	1	100	5	6	83
Finalisation de l'enquête de référence socio-économique	Rapport	Nombre	1	1	100	1	3	33
Finalisation de l'enquête anthropométrique	Rapport	Nombre	1	1	100	1	3	33
Session de retraite pour la préparation PTBA	Session	Nombre	1	1	100	1	6	16
Organisation des ateliers d'échanges des paysans	Atelier	Nombre	12	1	8	3	ND	-

Composante/ Sous-composante ou produit	Indicateur	Unité	Période : 1er janvier au 31 décembre 2011			Total effectif cumulé	Objectif lors de la préévaluation	%
			PTBA	Chiffres effectifs	%			
Mise en place des cadres de concertation	Atelier	Nombre	6	3	50	4	ND	-
Organisation des retraites des cadres	Session	Nombre	1	0	0	0	6	0
Publication des feuillets	Feuillets	Nombre				1000	ND	-
Publication des bulletins	Bulletin	Nombre	5	3	60	4	24	16
Réalisation d'une étude pour la mise en place d'un système d'information sur les marchés et les prix (SIM)	Rapport	Nombre	1	0	0	0	1	0
Production et diffusion des émissions sur les radios locales et nationales ;	Emissions	Nombre	288	168	58	187	ND	-
Réalisation d'une étude de faisabilité sur les kiosques d'information	Rapport	Nombre	1	0	0	0	1	0
Production des documentaires sur les activités du projet	Emissions	Nombre	2	1	50	1	ND	-
Couvertures médiatiques des activités du projet	Emissions	Nombre	10	1	11	1	ND	-
Fabrication et l'installation des panneaux de visibilité	Pièces	Nombre	156	88	31	349	ND	-
Fabrication et l'installation des plaques	Pièces	Nombre	2106	368	13	368	ND	-
Fabrication des tee shirt	Pièces	Nombre	100	100	100	100	ND	-
Fabrication des Gilets	Pièces	Nombre	50	50	100	50	ND	-

Appendice 6: Cadre logique actualisé indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs, des réalisations et des produits

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables	Source d'information	Risques/hypothèses
Objectif du Projet			
Améliorer la sécurité alimentaire des populations rurales pauvres	<ul style="list-style-type: none"> - Index des biens des ménages (RIMS) - Niveau de sécurité alimentaire des groupes cibles - Situation nutritionnelle des enfants de moins de cinq ans 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport d'évaluation d'impact à mi-parcours - Rapport d'évaluation d'impact de fin du projet 	<ul style="list-style-type: none"> - Situation sécuritaire stable spécialement dans le Pool
COMPOSANTE 1 : APPUI A LA RELANDE DE LA PRODUCTION AGRICOLE			
Objectifs spécifiques : <ul style="list-style-type: none"> - Accroître la production et la productivité - Améliorer les revenus des groupes cibles 	<ul style="list-style-type: none"> - Production (15 000 tonnes supplémentaires) et revenu (au moins + 20%) des bénéficiaires (20 000 ménages) 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de S-E du projet - Rapports du MAE, MPMC, MEF - Enquêtes qualitatives d'impact - Revue à mi-parcours - Rapports d'achèvement et d'évaluation finals 	<ul style="list-style-type: none"> - Evolution favorable des marchés et des prix des produits agricoles, animaux et halieutiques
Réalisation 1.1. Production, multiplication et diffusion des semences améliorées et boutures saines assurées	<ul style="list-style-type: none"> - 2403 paysans impliqués ; Semences améliorées et boutures saines produites et distribuées 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport de RARPA 	
<u>Produit 1.1.1</u> : Pépinières et parc à bois sont installés <ul style="list-style-type: none"> - Plan d'opération disponible - Pépinières de district mises en place - Parcs à bois de districts mis en place - Parcs à bois de village mis en place - Boutures saines et plants mis à disposition des bénéficiaires 	<ul style="list-style-type: none"> - 179 groupements impliqués, - 3 pépinières au niveau département ; - 29 parcs à bois au niveau district, - 250 parcs au niveau village - Quantité de boutures et plants produite et distribuée (15 000 ha) 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport de RARPA 	<ul style="list-style-type: none"> - Le matériel végétal de bonne qualité est disponible
<u>Produit 1.1.2</u> : Multiplication de semences : <ul style="list-style-type: none"> - Semences de qualité sont disponibles - Formation des groupements - Mise en place des champs de 	<ul style="list-style-type: none"> - semences de base produite (0 ha pour le maïs, 0 ha pour l'arachide, 0 ha pour le haricot, 4 ha pour l'igname) - Nombre de paysans impliqués (par genre) 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de S-E - Rapports du DDA 	<ul style="list-style-type: none"> - Taux d'adoption des semences améliorées et des techniques culturales associées

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables	Source d'information	Risques/hypothèses
multiplication des semences			
<u>Produit 1.1.3</u> : Champs de démonstration sont installés <ul style="list-style-type: none"> - Espèces et variétés de qualité acquises. - Formation des cadres nationaux au niveau des DDA 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de champs de démonstration mis en place - Nombre de paysans (par genre) participant à l'installation des champs de démonstration 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de S-E - Rapports du DDA 	
Réalisation 1.2 : Une dynamique de reconstitution du cheptel des petits ruminants et de la volaille est lancée	<ul style="list-style-type: none"> - Évolution des cheptels dans les zones d'intervention du projet - Taux de remboursement des animaux aux bailleurs de cheptel (au moins 80%) dans le délais convenu. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de S-E du projet - Rapport des opérateurs/PS - Rapports du MAE - Enquêtes qualitatives d'impact - Revue à mi-parcours - Rapports d'achèvement et d'évaluation final 	<ul style="list-style-type: none"> - Dynamisme et compétence des PS chargés de développer des innovations et d'encadrer le monde rural
<u>Produit 1.2.1</u> : Système de métayage mis en place <ul style="list-style-type: none"> - Achat et transport des animaux - Mise en quarantaine et vaccination des animaux acquis - Formation des cadres nationaux au niveau des DDE - Groupements identifiés - Formation des groupements 	<ul style="list-style-type: none"> - Animaux distribués (0 caprins, 0 ovins) - 0 bénéficiaires des animaux en métayage 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de S-E - Rapports du DDE 	<ul style="list-style-type: none"> - Respect des closes du contrat de métayages
<u>Produit 1.2.2</u> : Démonstration de la production de volaille <ul style="list-style-type: none"> - Achat des volailles de race - Identification des groupements et des groupes cibles - Formation des groupements 	<ul style="list-style-type: none"> - 0 géniteurs améliorés distribués - 0 des bénéficiaires par genre 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de S-E - Rapports du DDE 	<ul style="list-style-type: none"> - Aviculture à petite échelle est rentable
COMPOSANTE 2 : RENFORCEMENT DES CAPACITES			
Réalisation 2.1 : Les organisations paysannes s'occupent de l'évacuation et de l'accès aux intrants et à la technologie	<ul style="list-style-type: none"> - 250 organisations paysannes renforcées - Niveau de structuration, d'organisation et de viabilité des OP 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport de S-E - Rapports de DDA et DDE - Rapport d'évaluation 	<ul style="list-style-type: none"> - PS confirmés et qualifiés disponibles sur le marché - Adhésion des populations à l'approche - Formation dispensée adaptée aux besoins des organisations et de la population à encadrer

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables	Source d'information	Risques/hypothèses
<u>Produit 2.1.1</u> : Formation des membres des organisations paysannes <ul style="list-style-type: none"> - Formation technique et commerciale - Formation en organisation paysanne - Formation ponctuelle en gestion 	<ul style="list-style-type: none"> - 5000 membres formés dans 250 organisations paysannes 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de S-E - Rapport des opérateurs - Rapports du MAE, MPMC 	<ul style="list-style-type: none"> - Degré d'attractivité de l'innovation pour les bénéficiaires
<u>Produit 2.1.2</u> : Relais paysans sont formés : <ul style="list-style-type: none"> - Formation techniques liées à la production agricole - Formation technique liées à la production animale - Formation technique des vétérinaires auxiliaires 	<ul style="list-style-type: none"> - 0 animateurs paysans/genre 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de S-E - Rapport des opérateurs/PS - Rapports du MAE, MPMC 	
Réalisation 2.2 : Les capacités des DDA et DDE ont été renforcées	<ul style="list-style-type: none"> - 3 Directions départementales (Likouala, Pool et Sangha) réhabilitées et équipées 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de S-E - Enquêtes d'évaluation externes - Revue à mi-parcours - Rapports d'achèvement et d'évaluation finale 	<ul style="list-style-type: none"> - Les services publics sont motivés et
<u>Produit 2.2.1</u> : Formation spécialisée et recyclage des DDA et DDE	<ul style="list-style-type: none"> - 20 cadres formés en année 1 - 30 cadres recyclés (1 fois/an) - 20 cadres formés en contrôle phytosanitaire 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de S-E - Rapport des opérateurs 	
Réalisation 2.3: Une insertion réussie des groupes les plus vulnérables	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre des personnes à risque impliquées - Type d'activités génératrices de revenu entreprises 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de S-E - Enquêtes d'évaluation externes - Revue à mi-parcours - Rapports d'achèvement et d'évaluation finale 	<ul style="list-style-type: none"> - Stigmatisation des jeunes à risque
<u>Produit 2.3.1</u> : Insertion des pygmées <ul style="list-style-type: none"> - Réalisation du plan d'action - Identification d'un opérateur spécialisé - Mise en œuvre du plan d'action à partir de l'année 4 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre des pygmées touchés par département - Principales activités génératrices de revenu 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de S-E - Rapport du facilitateur-projet - Rapports du DDA, DDE - Plan d'action 	

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables	Source d'information	Risques/hypothèses
<u>Produit 2.3.2</u> : Insertion des jeunes à risque <ul style="list-style-type: none"> - Convention signée avec PNUD - Mise en œuvre des activités 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre des jeunes à risque ayant bénéficié de l'appui 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de S-E - Rapport du facilitateur-projet - Rapports du DDA, DDE 	
COMPOSANTE 3 : ACCES AUX BASSINS DE PRODUCTION			
Objectif spécifique 3: Améliorer de manière durable l'accès physique aux principaux bassins de production de la zone du projet	<ul style="list-style-type: none"> - 150 villages et population desservis ; taux de réduction des coûts de transport (au moins de 20%) 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports des opérateurs et Prestataires de services (PS) - Rapports de Suivi-évaluation (S-E) - Rapports de la DDTP - Enquêtes d'impact sur la commercialisation 	<ul style="list-style-type: none"> - Réouverture de l'accès par route entre la Sangha et la Cuvette - Disponibilité et compétences des prestataires de services - Respect des engagements du Gouvernement pour le financement de l'entretien des pistes - Participation active limitée des bénéficiaires à l'entretien des pistes
Réalisation 3.1: Les pistes rurales sont réhabilitées, les ouvrages de franchissement sont construits et le système d'entretien mis en place est opérationnel	<ul style="list-style-type: none"> - 100 km des pistes/linéaire des points critiques réhabilités, - 60 ouvrages de franchissement réalisés 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports du S E - Rapports de la DDTP - Rapports d'activités du projet - Rapports des prestataires de services mobilisés 	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité des opérateurs
<u>Produit 3.1.1</u> : Un diagnostic global de l'état physique du réseau des pistes est réalisé	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport descriptif de l'état physique des pistes et des ouvrages 	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité du rapport du diagnostic 	
<u>Produit 3.1.2</u> : Formation des Chefs d'équipes en à la mise en œuvre des travaux par l'approche HIMO assurée	<ul style="list-style-type: none"> - 110 équipes d'intervention identifiées et /ou créées - 110 chefs d'équipe formés 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de S-E - Rapports des opérateurs/prestataires de services - Rapports d'activités du projet 	<ul style="list-style-type: none"> - Prise en charge de l'entretien des pistes/voies navigables par le Fonds routier - Accroissement des investissements de l'État pour le balisage et l'entretien des voies navigables (entre Brazzaville et la Likouala)
<u>Produit 3.1.3</u> : Les pistes sont réhabilitées sur leurs points critiques	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de km réhabilités en linéaire 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de S-E - Rapports des opérateurs - Rapports de la DDTP - Rapport de contrôle de qualité - Rapport d'activités du projet 	

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables	Source d'information	Risques/hypothèses
<u>Produit 3.1.4 :</u> Les ouvrages de franchissement sont construits ou réhabilités	- Nombre d'ouvrages réhabilités	- Rapports de S-E - Rapports des opérateurs/prestataires de services - Rapports de la DDTP - Rapport de contrôle de qualité - Rapport d'activités du projet	
<u>Produits 3.1.5 :</u> Les populations riveraines sont organisées de manière durable autour de l'entretien des pistes réhabilitées :	- 20 postes de barrage de pluies créés et fonctionnels ; - 30 comités d'entretien des pistes formés et opérationnels	- Rapports de S-E - Rapports des opérateurs/prestataires - Rapports de la DDTP - Rapport d'activités du projet	- Non respect de l'engagement du gouvernement de part le le FR
Réalisation 3.2 La fluidité de la navigation sur le réseau secondaire pour l'accès des bassins de production est améliorée	- 35 comités d'entretien des voies fluviales et rivières fonctionnels - Voies navigables entretenues	- Rapports de S-E - Rapports des opérateurs - Rapports de la DNVF (voies fluviales) - Rapport d'activités du projet	-
<u>Produit 3.2.1 :</u> Un diagnostic des conditions de navigabilité du réseau est réalisé	- Rapport de l'état des voies de navigation - 300 km réhabilités	- Disponibilité du rapport diagnostique	-
<u>Produit 3.2.2 :</u> Les populations riveraines sont organisées autour de l'entretien des voies de navigation : - Comités d'entretien créés et effectivement fonctionnels	- Nombre de comités d'entretien créés et fonctionnels	- Rapports de S-E - Rapports des opérateurs - Rapports de la DNVF (voies fluviales)	- Accroissement des investissements de l'État pour le balisage et l'entretien des voies navigables (entre Brazzaville et la Likouala)
<u>Produit 3.1.3 :</u> Les travaux d'entretien courant et d'urgence des voies de navigation sont réalisés	- Linéaire (km) des circuits de navigation réhabilité - Fréquence / périodicité des travaux d'entretien des voies de navigation	- Rapports de S-E - Rapports des opérateurs - Rapports du METP - Rapport de contrôle de qualité - Rapport d'activités du projet	-
COMPOSANTE 4: COORDINATION ET GESTION DU PROJET, GESTION DES CONNAISSANCES ET INNOVATION			
Réalisation 4.1 : Installation efficace de l'UCP	- Respect du timing de l'installation	- Rapport de supervision	- Compétence et motivation suffisantes du personnel retenu

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables	Source d'information	Risques/hypothèses
Produit 4.1.1 : Mise en place de l'UCP <ul style="list-style-type: none"> - Ressources humaines mobilisées: efficacité et coût - Equipements et moyens de fonctionnement mobilisés et coût 	<ul style="list-style-type: none"> - Personnel réduit recruté et opérationnel 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport de supervision 	<ul style="list-style-type: none"> - Respect des procédures de sélection compétitives du personnel de l'UCP
Produit 4.1.2 : Mise en place d'un système de gestion financière <ul style="list-style-type: none"> - PTBA année 1 élaboré - Manuel des procédures élaboré et maîtrisé 	<ul style="list-style-type: none"> - Qualité du manuel de procédures - Niveau de maîtrise par les utilisateurs des procédures 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de S-E - Rapports de supervision - Rapport du comité de pilotage 	
Réalisation 4.2 Installation et fonctionnement efficace du système de suivi évaluation	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité et utilité des rapports 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de S-E - Rapports de supervision - Rapport du comité de pilotage 	<ul style="list-style-type: none"> - Respect des procédures de sélection compétitives du personnel de l'UCP - Compétence et motivation suffisantes du personnel retenu
Produit 4.2.1 : Enquêtes et évaluations <ul style="list-style-type: none"> - Enquêtes de référence organisées et analysées - Enquête anthropométrique - Evaluation à mi-parcours - Evaluation finale 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports d'enquêtes de référence - Revue à mi-parcours - Rapports d'achèvement - Rapport d'évaluation finale 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de S-E - Rapports de supervision - Notes et recommandations du comité de pilotage 	
Produit 4.2.2 : Rapports de suivi sont disponibles <ul style="list-style-type: none"> - Rapport de suivi sont disponibles - Audits annuels 	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité des rapports de S-E - Utilisation des rapports de S-E 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de S-E - Rapports de supervision 	
Réalisation 4.3 : Mise en œuvre efficace du Projet	<ul style="list-style-type: none"> - Respect du PTBA - Calendrier des décaissements - Conformité avec les politiques nationales - Coordination et complémentarité avec les autres projets 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de supervision - Notes et recommandations du comité de pilotage 	<ul style="list-style-type: none"> - Compétence et motivation suffisantes du personnel retenu - Motivation du Gouvernement

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables	Source d'information	Risques/hypothèses
Produit 4.3.1 : Produits et réalisations <ul style="list-style-type: none"> - Préparation et mise en œuvre des PTBA - Organisation efficace pour la gestion des contrats et des marchés 	<ul style="list-style-type: none"> - Respect du PTBA - Calendrier des décaissements 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de S-E - Rapports de supervision 	-
Produit 4.3.2 : Appropriation par le niveau national :	<ul style="list-style-type: none"> - Fréquence des réunions du comité et de pilotage national - Qualité de la coordination interministérielle - Fréquence des missions de supervision nationale et qualité des rapports et recommandations 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de supervision - Notes et recommandations du comité de pilotage - Evaluations externes 	- Motivation du Gouvernement et des administrations nationales
Gestion des connaissances, communication, innovation			
Réalisation 4.4 : Gestion des connaissances et Innovation <ul style="list-style-type: none"> - Renforcement du partage de savoirs - Appui à l'intégration systématique de l'innovation dans les processus et pratiques des projets 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de fiches techniques thématiques produites et diffusés - Nombre d'innovations répertoriées et documentées et disponibles sur Fidafric - Nombre d'événements de partage de savoirs organisés - Production d'un document de capitalisation sur la production de boutures saines de manioc - Production d'outils de partage de savoirs 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de S-E - Document de capitalisation - Sites web - Bulletin d'information des projets - Fidafric (pages Congo, Innovation, Manioc) - Rapports d'atelier 	
Produit 4.4.1 : Les bonnes pratiques, les leçons émergeant des expériences des projets sont collectées, documentées et partagées à travers les projets et sur Fidafric (foires, événements, articles, notes, brochures)	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de documents de capitalisation, publiés et diffusés - Nombre de supports/matériels/outils produits - Nombre d'événements ou de forums d'apprentissage thématiques organisés - Nombre d'événements d'échange et de partage des connaissances organisés 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de S-E - Documents de capitalisation : - Rapports d'activités, notes techniques, articles thématiques, brochures 	- Volonté des UCPs à entreprendre et financer des activités communes

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables	Source d'information	Risques/hypothèses
<u>Produit 4.4.2.</u> : Les Innovations repérées, testées et documentées	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'innovations repérées/testées et documentées 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de S-E - Rapports de supervision 	<ul style="list-style-type: none"> - Mobilisation de compétence pour entreprendre/appuyer les projets dans certaines activités
<u>Produit 4.4.3 :</u> Des plateformes de partage et d'échange des savoirs (avec interface sur Fidafric et le Portail sur la Pauvreté Rurale du FIDA) sont créées <ul style="list-style-type: none"> - Création/animation d'un site web - Voyages d'immersion, d'études et d'échanges organisés - Création d'un centre d'information et de documentation 	<ul style="list-style-type: none"> - Site web opérationnel - Nombre de voyages d'immersion, d'études et d'échanges organisés entre projets dans le pays, la sous région et la région - Un centre d'information et de documentation opérationnel au niveau de la coordination du PRODER 3 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de S-E - Site web - Plans d'action annuels - Rapports de mission - Centre d'information et de documentation 	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité des facilités et moyens techniques pour l'accès des bénéficiaire à l'information
<u>Produit 4.4.4:</u> Mise en place d'un système d'information sur les marchés (SIM)	<ul style="list-style-type: none"> - SIM opérationnel en collaboration avec les autres partenaires 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de S-E 	
Réalisation 4.5 : Accroître, à travers la communication, la participation des bénéficiaires ; ainsi que la visibilité et l'impact de tous les projets appuyés par le FIDA au Congo	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de campagnes de sensibilisation organisées - Quantité de supports de communication publiés et distribués en langues locales - Nombre de programmes radio/télés à l'intention des groupes cible produits et diffusés par les médias locaux 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports d'activités - Bulletin d'information trimestriel - Articles de presse, reportages 	<ul style="list-style-type: none"> - Mobilisation de compétence pour entreprendre certaines activités spécifiques de communication - Bonne capacité de planification de la communication
<u>Produit 4.5.1:</u> La participation des bénéficiaires aux activités des projets accrue à travers des activités de communication ciblées et appropriées.	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre des bénéficiaires ayant participé aux activités du projet grâce aux NTIC et autres activités de communication - Nombre de kiosques d'information mobiles opérationnels 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de S-E - Kiosques d'information mobiles 	<ul style="list-style-type: none"> - Pertinence et faisabilité confirmées par l'étude/diagnostic en année 1

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables	Source d'information	Risques/hypothèses
<p><u>Produit 4.5.2</u> : La visibilité du programme pays assurée permettant le plaidoyer et le dialogue politique à tous niveaux</p> <ul style="list-style-type: none"> - Publication et diffusion d'un bulletin d'information commun à tous les projets - Supports de communication produits - Participation/organisation d'événement grand public autour de l'agriculture et de la sécurité alimentaire au Congo - Relations avec la presse nationale 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de supports de communication (articles, brochures, images, posters, bandes dessinées et films produits) - Nombre d'articles de presse et de reportages radio et vidéo diffusés sur les activités de tous les projets dans les médias nationaux et régionaux - Nombre de visites de terrain avec les médias et les responsables MAE 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de S-E - Matériels/Produits de communication - Journaux, Emissions - Bulletin d'information - Rapports de mission 	<ul style="list-style-type: none"> - Ciblage du public auquel l'information est destinée, pertinence ,bénéfice escompté pour le Projet

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Apprentissage

- Organisation d'un atelier sur la capitalisation des expériences à Brazzaville à l'intention de 18 cadres des projets financés par le FIDA au Congo et en RDC ainsi que les cadres du ministère de l'agriculture et de l'élevage, organisations paysannes et autres projets de développement. Cet atelier a connu une faible participation des PRODER.
 - Mise en place de 150 parcs à bois par 105 GIEC avec un effectif de 2421 dans les trois départements avec 57% de femmes. Malheureusement ces activités n'ont pas été capitalisées en termes de résultats. Afin que toutes ces expériences soient valorisées, la Mission recommande qu'elles soient documentées de manière à faire ressortir les difficultés rencontrées, les solutions proposées et surtout les leçons tirées, transposables et diffusables
 - Formation de 20 cadres départementaux de l'agriculture (DDA et des chefs de secteurs agricoles) sur la production des vitro plants.
-